

## 2. Comment les gens perçoivent-ils les inégalités économiques ?

---

Le présent chapitre examine en quoi les perceptions et les préoccupations en matière d'inégalités de salaire et de revenu varient selon les pays et évoluent au fil du temps. Il montre que ces inquiétudes ont fortement augmenté depuis le début des années 1990 et suivent l'évolution des indicateurs traditionnels des inégalités de revenu. Le chapitre différencie ensuite les perceptions qu'ont les individus de l'ampleur actuelle des disparités de leurs préférences à cet égard. Il montre que les disparités perçues en matière de rémunération et de revenu sont plus élevées dans les pays où les inégalités, mesurées par des indicateurs traditionnels, sont plus marquées, ce qui sous-entend donc que les individus tiennent compte, dans leurs perceptions, d'informations au sujet de ces disparités. Les inégalités de salaire perçues ont fortement augmenté au fil du temps. Cependant, les individus ont en partie adapté leurs préférences en matière d'égalité et sont devenus plus tolérants à l'égard des inégalités. Le présent chapitre s'intéresse également à la façon dont les préoccupations au sujet des inégalités de revenu sont influencées par les perceptions relatives à la persistance intergénérationnelle des conditions favorables et défavorables et par l'idée selon laquelle il est important de travailler dur.

---

## 2.1. Évolution des préoccupations au sujet des disparités de revenu

### **Les préoccupations relatives aux disparités de revenu sont importantes et vont en s'accroissant**

Les préoccupations relatives aux disparités de revenu (Tableau 1.1 et Annexe 1.A) sont très répandues parmi les pays de l'OCDE. D'après les dernières données du Programme international d'enquêtes sociales (PIES) et de l'Eurobaromètre (Annexe 2.A), la grande majorité des gens s'accorde sur le fait que les disparités de revenu dans leur pays sont trop importantes. En effet, en 2017, environ 80 % des personnes interrogées étaient d'accord sur ce point et près de la moitié se disait tout à fait d'accord (Graphique 2.1).

### Graphique 2.1. La plupart des personnes interrogées sont préoccupées par les disparités importantes de revenu dans leur pays

Pourcentage de réponses par degré d'adhésion à la déclaration « Les écarts de revenu dans [votre pays] sont trop importants », 2017



Note : Dans le PIES, les personnes interrogées doivent dire si elles sont d'accord avec la phrase suivante : « Les différences de revenu en [pays] sont trop importantes ». Dans l'Eurobaromètre, la phrase est la suivante : « De nos jours, en [pays], les différences de revenu des individus sont trop importantes ». L'échelle des réponses est la même. La moyenne de l'OCDE correspond à la moyenne non pondérée des pays figurant dans le graphique. Pour le Royaume-Uni, les données du PIES n'ont été collectées qu'en Grande-Bretagne.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2017 ; l'Eurobaromètre 471/2017 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Lettonie, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal et la Roumanie.

StatLink  <https://stat.link/nbpidg>

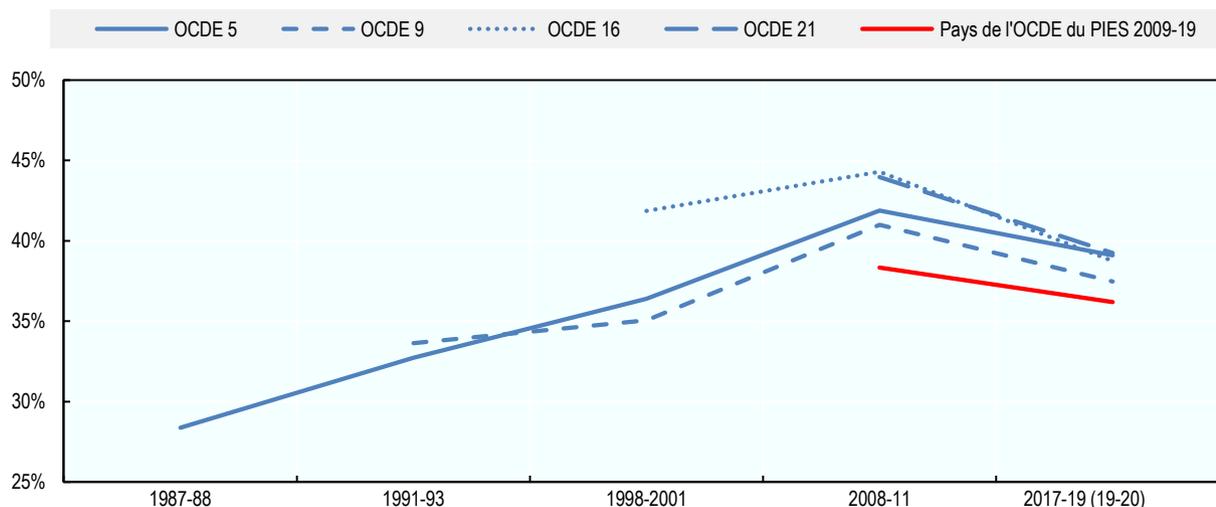
Toutefois, il existe des différences considérables selon les pays. Les pourcentages d'individus qui considèrent que les disparités de revenu sont trop importantes vont de 17 % au Danemark à 63 % en Hongrie. On observe également des différences marquées selon les groupes socio-démographiques. Les personnes âgées, les femmes et ceux qui estiment appartenir aux strates sociales inférieures présentent tous des niveaux de préoccupation plus élevés à l'égard des disparités de revenu (Ciani et al. (2021<sup>[1]</sup>) pour plus de détails).

Les préoccupations des individus au sujet des disparités de revenu progressent depuis longtemps (Graphique 2.2 et Bussolo et al. (2019<sup>[2]</sup>))<sup>1</sup>. Parmi les pays de l'OCDE, la proportion d'individus convaincus que les inégalités de revenu sont trop importantes a augmenté depuis le début des années 1990, avant d'atteindre un pic au début de la crise financière mondiale. Une autre source, la European and World Values Survey, indique une évolution similaire (Ciani et al., 2021<sup>[1]</sup>). Les données des dernières vagues du PIES (2017 et 2019) montrent que les préoccupations ont légèrement diminué, en moyenne, pendant la décennie qui a suivi le début de la crise financière mondiale<sup>2</sup>.

La tendance des préoccupations des individus reflète l'évolution des inégalités de revenu dans les pays de l'OCDE décrite par les statistiques traditionnelles. En effet, les données issues de *la Base de données sur la distribution des revenus* ont augmenté entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000 et suivent depuis une tendance plus stable.

### Graphique 2.2. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu ont augmenté au fil du temps avant d'atteindre un pic pendant la crise financière mondiale

Pourcentage de répondants tout à fait d'accord avec la déclaration selon laquelle les écarts de revenu dans leur pays sont trop importants, moyennes de l'OCDE



Note : Moyenne non pondérée des pays du pourcentage d'individus convaincus que les écarts de revenus (dans leur pays) sont trop importants. Voir Ciani et al. (2021<sup>[1]</sup>) pour les tendances d'autres mesures caractéristiques. Lignes bleues - les données les plus récentes datent du PIES de 2017 (mené en 2017-19). Lignes rouges - les données les plus récentes datent du PIES de 2019 (mené en 2019-20)

OCDE 5 – Autriche, Australie, États-Unis, Hongrie, Royaume-Uni. OCDE 9 – plus Allemagne, Nouvelle-Zélande, Slovaquie, Suède. OCDE 16 – plus Danemark, Espagne, France, Israël, Japon, République slovaque, République tchèque. OCDE 21 – plus Finlande, Islande, Lituanie, Suisse, Turquie. Les pays de l'OCDE du PIES 2009-19 correspondent aux pays du PIES 2009 et 2019 pour lesquels les tendances permettent une comparaison plus complète - Allemagne, Australie, Chili, Danemark, Finlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et 2019 ; le programme de 2019 s'appuie également sur l'Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; la partie norvégienne du PIES 2019 ; le British Social Attitudes 2019, qui correspondent aux éléments nationaux du PIES.

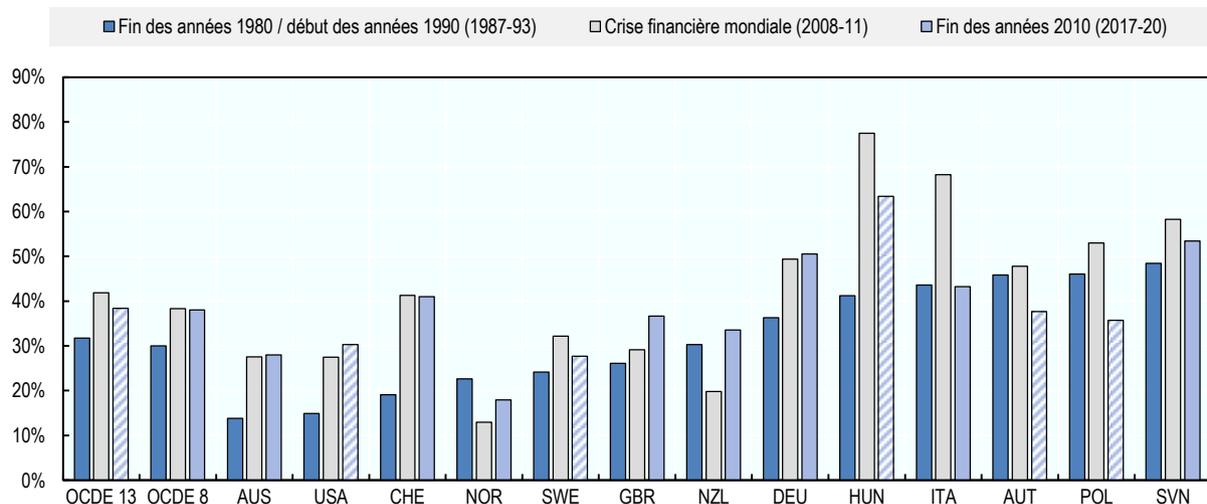
StatLink  <https://stat.link/3pnc6>

La hausse des préoccupations au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale (pour lesquelles les données se prêtent à une comparaison plus complète et plus étendue) n'a épargné que la Norvège et la Nouvelle-Zélande (Graphique 2.3)<sup>3</sup>. Et cette progression s'est faite de façon exponentielle en Australie, en Suisse et aux États-Unis, alors qu'elle partait d'un niveau très bas dans ces pays. De même, en Italie, la part des individus qui considéraient sincèrement que les écarts de revenu étaient trop importants est passée de 40 % en 1988, un niveau déjà bien élevé, à 70 % en 2011. La hausse la plus importante a eu lieu en Hongrie qui traversait une période de transition économique et politique. Les préoccupations ont également augmenté en Pologne pendant la transition politique, mais dans une moindre mesure.

Les préoccupations ont légèrement diminué au cours de la dernière décennie, en moyenne. Bien qu'elles aient progressé ou soient restées stables dans la moitié des pays étudiés depuis longtemps, elles ont largement diminué dans d'autres pays. En Italie, les préoccupations ont retrouvé leur niveau de 1987 après avoir atteint un sommet pendant la crise financière mondiale, ce qui a coïncidé avec la crise de la dette souveraine qui a frappé le pays en 2011 (l'année où le PIES 2009 a été mené en Italie). De la même façon, en Autriche et en Pologne, les dernières données disponibles indiquent des niveaux de préoccupations inférieurs à ceux de la fin des années 1980. Toutefois, cette tendance doit être analysée avec prudence car les données sont issues respectivement du PIES 2017 et de l'Eurobaromètre 471/2017, qui ne sont pas totalement comparables aux autres vagues.

### Graphique 2.3. Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale, les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays

Part des individus convaincus que les écarts de revenu sont trop importants



Note : Les colonnes rayées, qui correspondent à la fin des années 2010, sont réalisées à partir de vagues d'études dont les données ne sont pas parfaitement comparables. Pour chaque pays, le graphique présente le niveau des préoccupations relevé lors de la première vague d'observation (PIES 1987 ou 1992), pendant la crise financière mondiale (PIES 2009) et lors de la dernière vague d'étude disponible (PIES 2017 ou 2019 ; Eurobaromètre 2017 pour la Pologne). La moyenne de l'OCDE correspond simplement à la moyenne des données de la première vague dans les pays de l'OCDE figurant dans le graphique. OCDE 8 correspond uniquement aux pays dont les données sont parfaitement comparables avec celles de la dernière vague d'enquête (PIES 2019). La première vague est celle du PIES 1987 pour tous les pays à l'exception de l'Allemagne, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Slovaquie et de la Suisse (PIES 1992). La dernière vague est celle du PIES 2019 sauf pour l'Autriche, les États-Unis, la Hongrie, le Royaume-Uni, la Suède (PIES 2017) et la Pologne (Eurobaromètre 471/2017). Pour l'Australie, la Norvège et le Royaume-Uni, les données sont tirées des volets nationaux du PIES (Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; la partie norvégienne du PIES 2019 ; British Social Attitudes 2019). Pour le Royaume-Uni, les données n'ont été collectées qu'en Grande-Bretagne.

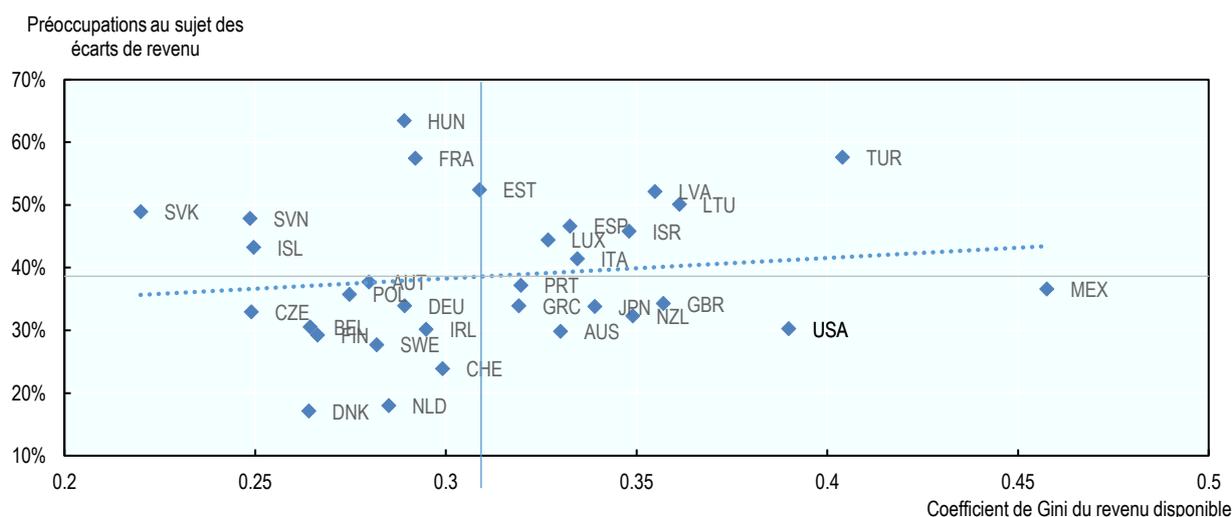
Source : Calculs de l'OCDE à partir des données de l'ISSP 1987, 1992, 2009, 2017 et 2019 ; Eurobaromètre 471/2017 ; Enquête australienne sur les comportements sociaux 2019 ; partie norvégienne de l'ISSP 2019 ; British Social Attitudes 2019.

## L'évolution des préoccupations correspond à celle observée pour les inégalités

Quelle que soit la période observée, les différences entre pays en matière de préoccupations relatives aux disparités de revenu ne correspondent pas aux différences d'ampleur des inégalités estimées au moyen de mesures statistiques traditionnelles (Graphique 2.4 et Gimpelson et Treisman (2018<sup>[31]</sup>)). Dans certains pays, toutefois, les niveaux de préoccupation au sujet des disparités de revenu correspondent à l'ampleur des inégalités mesurées avec des indicateurs traditionnels. Les pays nordiques, par exemple, présentent à la fois des coefficients de Gini bas et des préoccupations limitées, alors que la Turquie affiche un niveau d'inégalités et de préoccupations élevé, tout comme certains pays d'Europe orientale et méridionale et Israël. Le groupe au « coefficient de Gini faible et préoccupations élevées » comprend certains pays d'Europe qui sont passés à une économie de marché, ainsi que la France. En revanche, la plupart des pays anglophones font partie du groupe au « coefficient de Gini élevé et préoccupations faibles », même si leurs niveaux moyens de préoccupations sont relativement proches du niveau médian et de niveaux observés au Japon et dans certains pays d'Europe centrale et méridionale, comme l'Allemagne et la Grèce.

### Graphique 2.4. Les préoccupations relatives aux écarts de revenu ne sont que faiblement corrélées avec les inégalités de revenu mesurées de façon traditionnelle

Niveaux de préoccupation relative aux écarts de revenu et coefficients de Gini, 2017



Note : Les lignes horizontales et verticales désignent les valeurs médianes. Les préoccupations liées aux écarts de revenu (axe y, en pourcentages) sont notées en pourcentage de personnes interrogées qui se disent tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenu sont trop importants dans leur pays. Le coefficient de Gini (pour la population totale) mesure les inégalités de revenu après impôts et transferts (axe x) et se réfère à l'année de l'enquête (2017 pour la plupart des pays, 2018 pour l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, l'Islande, Israël, la Lituanie, le Mexique, la Slovaquie et 2019 pour la Turquie), ou à l'année calendaire précédant l'enquête. La ligne pointillée bleue correspond à la relation linéaire entre les deux variables. Pour le Royaume-Uni, les données sur les préoccupations liées aux disparités de revenu ne concernent que la Grande-Bretagne alors que le coefficient de Gini concerne le Royaume-Uni.

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir Graphique 2.1) ; la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus pour le coefficient de Gini (données disponibles au moment de la rédaction du rapport : mise à jour en décembre 2020).

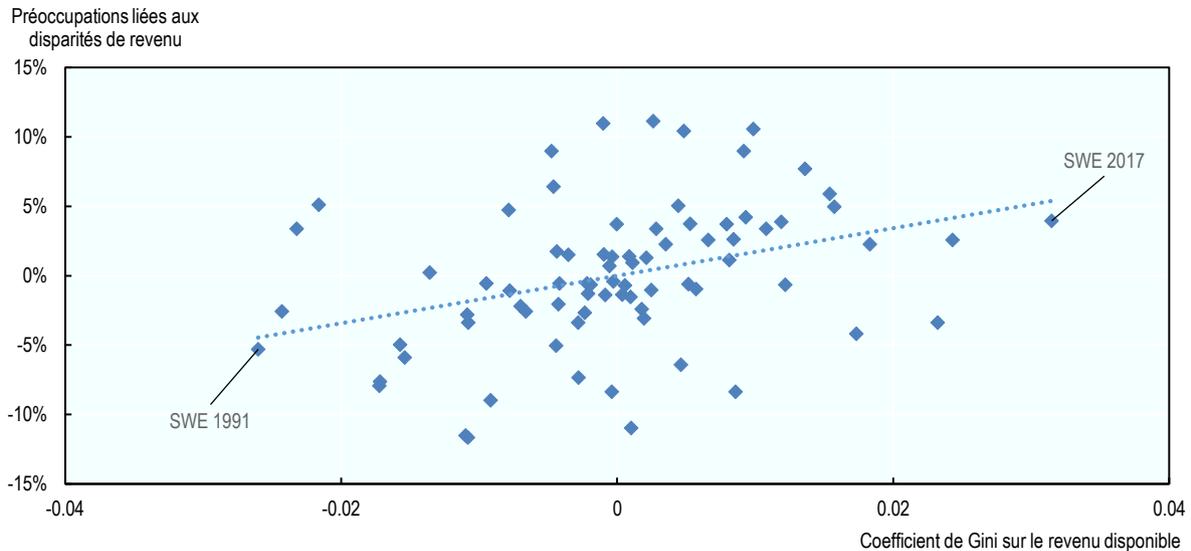
StatLink  <https://stat.link/8py5j7>

En revanche, l'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenus est positivement corrélée avec l'évolution des indicateurs traditionnels relatifs aux inégalités (Graphique 2.5)<sup>4</sup>. Dans les pays où le coefficient de Gini a progressé le plus, les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont également augmenté de façon plus marquée, ce qui permet d'en déduire que les préoccupations des individus suivent les évolutions des disparités qui ont eu lieu dans leur pays au cours des années. Cette déduction va dans

le sens d'un ensemble de publications qui mettent en évidence le fait que les différences au sein des pays en matière de perceptions et de préoccupations, apparues au fil du temps ou d'une région à l'autre, ont tendance à entrer en corrélation avec les estimations statistiques relatives aux inégalités (Kerr, 2014<sup>[4]</sup> ; McCall et al., 2017<sup>[5]</sup> ; Bussolo et al., 2019<sup>[2]</sup> ; Kuhn, 2019<sup>[6]</sup> ; Colagrossi, Karagiannis et Raab, 2019<sup>[7]</sup> ; Giger et Lascombes, 2019<sup>[8]</sup> ; Xu et Garand, 2010<sup>[9]</sup> ; Newman, Shah et Lauterbach, 2018<sup>[10]</sup> ; Franko, 2017<sup>[11]</sup>).

## Graphique 2.5. Les préoccupations des individus traduisent l'évolution des inégalités dans le temps

Écart par rapport à la moyenne du pays, hors données temporelles communes à tous les pays



Note : La ligne en pointillés correspond à l'ajustement linéaire. Chaque point correspond à un pays, une année, et indique l'écart par rapport à la moyenne de ce pays sur l'ensemble des années disponibles. Pour la Suède, par exemple, le premier point à droite le long de la droite d'ajustement linéaire représente la Suède en 2017, lorsque les préoccupations liées aux disparités de revenu et le coefficient de Gini étaient supérieurs aux valeurs moyennes de la Suède au cours de la période de l'étude, une fois les tendances temporelles communes à tous les pays prises en compte. La situation opposée est celle de la Suède en 1991, indiquée par le premier repère à gauche le long de la droite d'ajustement linéaire. Ces écarts tiennent également compte des évolutions observées dans le temps, communes à tous les pays (effets de période).

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIÉS 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir le Graphique 2.1 pour la liste des pays pour lesquels les données de l'Eurobaromètre sont utilisées) ; la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus pour le coefficient de Gini.

StatLink  <https://stat.link/q7rjly>

À l'échelle des pays, l'évolution du niveau de préoccupations liées aux disparités de revenu est plus étroitement liée à l'évolution des inégalités en termes de revenu disponible qu'en termes de revenu marchand (Tableau 2.1, colonne 1-3). Il faut en déduire que les perceptions des individus tiennent compte de la redistribution effectuée à travers les impôts sur le revenu et les transferts monétaires. Ainsi, si les inégalités du revenu marchand augmentent mais sont compensées par une redistribution efficace, les préoccupations n'évolueront pas de façon significative. De même, si les inégalités du marché ne changent pas mais que la redistribution faiblit, les préoccupations liées aux inégalités auront tendance à augmenter<sup>5</sup>.

L'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu ne semble pas étroitement liée au contexte macro-économique. Par exemple, des taux d'emploi et des PIB par habitant plus élevés entraînent une baisse des préoccupations alors qu'un chômage plus faible semble les faire monter, mais de peu dans les deux cas (Tableau 2.1, colonne 4).

Les répondants semblent en moyenne également essentiellement concernés par les différences de revenu entre les niveaux supérieurs et moyens de la répartition (Tableau 2.1, colonne 5), alors que l'écart entre le niveau médian et inférieur de la répartition n'a pas d'effet majeur sur la moyenne des préoccupations. Il faut en déduire que la dynamique de croissance des revenus de la classe moyenne par rapport au sommet de la répartition explique pour une grande partie les préoccupations relatives aux disparités de revenu dans l'ensemble du pays. Le résultat correspond également aux conclusions de Lupu et Pontusson (2011<sup>[12]</sup>), qui avancent que la structure de l'inégalité – identifiée par la distance entre le 90e centile et le revenu médian – est le moteur essentiel des politiques redistributives observées. Fisman et al. (2020<sup>[13]</sup>) affirment également, données à l'appui, que le statut social relatif des individus dont les revenus sont élevés est un déterminant particulièrement marqué des préoccupations des individus à l'égard de la répartition des revenus. Leurs résultats indiquent, en outre, que les personnes gardent un œil sur les revenus des individus qui se situent juste au-dessus d'eux dans la répartition.

La colonne 6 du Tableau 2.1 évalue si une autre estimation des inégalités du revenu fiscal de la *Base de données mondiale sur les inégalités* donne des résultats cohérents avec ceux des indicateurs traditionnels. La *Base de données mondiale* s'appuie sur des données fiscales et identifie plus précisément le sommet de la répartition. Les résultats indiquent que le principal élément déclencheur des préoccupations est la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches alors que la part détenue par 1 % des plus riches n'a, en soi, aucun effet particulier.

Les résultats sont les mêmes au niveau individuel, après contrôle d'un ensemble important de caractéristiques qui influencent les préoccupations. Au niveau individuel, il est également possible d'observer les répercussions sur l'ensemble des réponses possibles à la question du PIES. Lorsque les inégalités augmentent dans leur pays, les personnes interrogées sont plus susceptibles d'être tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes et moins susceptibles de donner une tout autre réponse (Graphique 2.6).

### Tableau 2.1. Dans les pays, l'évolution des préoccupations liées aux disparités de revenu est en corrélation avec l'évolution des inégalités après impôts et transferts

Hausse en point de pourcentage de la part des personnes interrogées tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes, associée à des hausses de 1 point de pourcentage dans différentes variables

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Coefficient de Gini du revenu marchand (avant impôts et transferts)	0.66*		0.29	0.10		
	(0.35)		(0.36)	(0.56)		
Coefficient de Gini du revenu disponible (après impôts et transferts)		1.71**	1.55**	1.69**		
		(0.67)	(0.71)	(0.73)		
Taux de chômage				-0.01*		0.00
				(0.00)		(0.01)
Taux d'emploi				-0.15		0.29
				(0.57)		(0.32)
PIB par habitant (logarithme)				-0.17		-0.15
				(0.25)		(0.10)
Ratio 90e centile / revenu médian					0.29**	
					(0.12)	
Ratio revenu médian / 10e centile					-0.03	
					(0.08)	
Part des 10 % les plus riches dans les revenus (WID)						2.54**
						(1.20)
Part des 1 % les plus riches dans les revenus (WID)						-1.68

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
						(1.24)
Observations	78	78	78	78	78	84
Pays	29	29	29	29	29	28
Effets fixes par pays	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus
Effets fixes par période	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus	Inclus

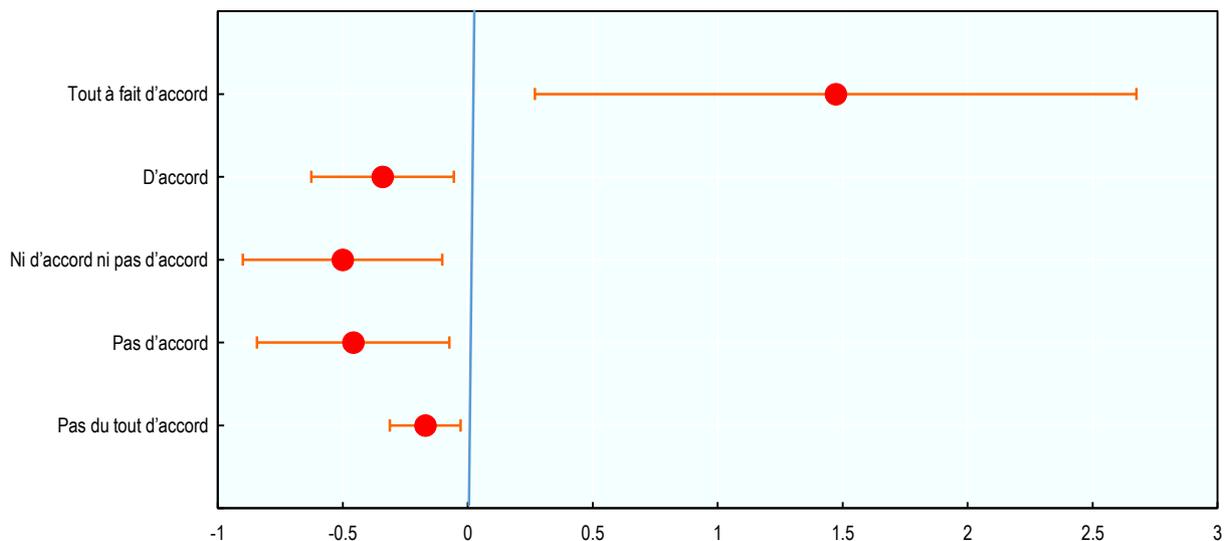
Note : \* Indique la significativité statistique au niveau de 10 %, \*\* de 5 %, \*\*\* de 1 %. Tous les coefficients correspondent à des changements en points de pourcentage, par ex. dans la colonne (1), une hausse de 1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu marchand est associée, en moyenne, à une hausse de 0.78 point de pourcentage de la part des individus tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenus sont trop importants. Les erreurs types par pays sont indiquées entre parenthèses. Les résultats sont issus de régressions à effets fixes (par pays), comprenant des effets fixes par période. Le PIB par habitant est exprimé en logarithmes mais les valeurs d'origine sont exprimées en prix constants et PPA (PPA en USD de 2015).

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 et de l'Eurobaromètre 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu (voir Graphique 2.1 pour la liste des pays pour lesquels les données de l'Eurobaromètre sont utilisées) ; la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus pour le coefficient de Gini ; la Base de données mondiale sur les inégalités (WID) pour la part du revenu des 10 % et 1 % les plus riches (revenu national avant impôts, des adultes, y compris des personnes âgées (âge +20), revenu des ménages des couples réparti entre chaque individu dans l'hypothèse d'un partage équitable).

StatLink  <https://stat.link/2v9his>

### Graphique 2.6. Lorsque les inégalités de revenu augmentent, les personnes interrogées sont plus susceptibles d'estimer que les écarts de revenus sont trop importants

Hausse en points de pourcentage de la probabilité que les répondants expriment leur accord à différents niveaux avec la déclaration « les écarts de revenu sont trop importants », associée à une hausse d'1 point de pourcentage des inégalités de revenu disponible



Note : Les points représentent les variations en points de pourcentage de la part de répondants (pour chaque catégorie de réponse) associées à une hausse d'1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu disponible, en maintenant constantes les caractéristiques socio-démographiques des personnes interrogées. Par exemple, le point rouge en haut du graphique signifie qu'une hausse d'1 point de pourcentage du coefficient de Gini du revenu disponible est associée à une hausse de 1.5 point de pourcentage de la part des individus tout à fait d'accord avec le fait que les écarts de revenu sont trop importants (l'intervalle de part et d'autre du point correspond à l'incertitude statistique de l'estimation). Les résultats sont donnés sous la forme d'un effet marginal moyen obtenu à partir d'un modèle probit ordonné au niveau individuel, après contrôle de l'âge, du sexe, de la taille du ménage, du statut professionnel (employé, sans emploi et catégorie de référence « inactif »), du niveau d'instruction (inférieur au secondaire, secondaire et catégorie de référence « tertiaire ») et du log du revenu relatif (par rapport à la moyenne du pays à cette période). Toutes les régressions incluent des variables indicatrices de temps (vague) et de pays.

Source : Calculs de l'OCDE issus du PIES 1987, 1992, 1999, 2009, 2017 pour les préoccupations liées aux disparités de revenu et les variables de contrôle individuelles ; la Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus pour les coefficients de Gini.

StatLink  <https://stat.link/mb84td>

### ***Les préoccupations des individus au sujet des disparités de revenu sont façonnées par leurs perceptions et leurs préférences***

Pour comprendre comment et pourquoi les préoccupations relatives aux disparités de revenu ont évolué au fil du temps en fonction des inégalités de revenu, il est essentiel de rappeler qu'elles associent deux éléments :

- Les perceptions individuelles de l'étendue des inégalités de revenu, c'est-à-dire celle qu'ils s'imaginent ;
- Les préférences des individus en matière d'égalité des revenus, c'est-à-dire celle qui devrait être selon eux.

Ainsi, une hausse des inégalités peut influencer les préoccupations à l'égard des disparités de revenu de deux façons :

- Les personnes peuvent intégrer à leurs perceptions des informations sur la hausse des inégalités (les perceptions s'ajustent à la réalité), ce qui peut accentuer leurs préoccupations à ce sujet.
- Les préférences des personnes s'adaptent aux niveaux élevés d'inégalités car les individus deviennent progressivement plus tolérants face aux inégalités et en viennent à admettre un niveau d'inégalités plus élevé (Trump, 2018<sub>[14]</sub>).

Les perceptions et les préférences peuvent se combiner différemment en fonction des hausses des inégalités. Ainsi, lorsque les inégalités progressent, les préoccupations peuvent faire de même si les individus perçoivent des inégalités qui s'éloignent de ce qu'ils sont prêts à admettre. Les préoccupations peuvent ne pas évoluer si les individus ignorent les signes ou si les nouvelles perceptions et préférences en matière d'inégalités s'équilibrent l'une l'autre. Elles peuvent même diminuer si les individus s'adaptent à des inégalités plus marquées.

Les éléments d'information sur la façon dont les préoccupations relatives aux inégalités des individus évoluent sur le long terme (Graphique 2.2) et sur la façon dont elles évoluent par rapport aux indicateurs des inégalités (Tableau 2.1) révèlent que les individus ont davantage tendance à ajuster leurs perceptions à la réalité plutôt que d'adapter leur niveau de tolérance.

Un déterminant fondamental des préoccupations des personnes au sujet des inégalités est leur propre revenu. En effet, ceux qui se trouvent au bas de l'échelle de répartition des revenus sont plus inquiets à l'égard des inégalités que ceux qui occupent le sommet (Rueda et Stegmüller, 2020<sub>[15]</sub>). Lorsque les inégalités augmentent, le niveau moyen de préoccupation peut augmenter lui aussi, mais pas uniquement parce que les personnes deviennent plus inquiètes au sujet du niveau général des inégalités (Alesina et Giuliano, 2011<sub>[16]</sub>). Les préoccupations augmentent aussi parce que les revenus d'un plus grand nombre de personnes tombent sous la moyenne et, pour eux, leur situation relative dans l'échelle de répartition s'est dégradée. C'est le mécanisme derrière le modèle de référence Meltzer-Richard (Meltzer et Richard, 1981<sub>[17]</sub>), selon lequel la demande de redistribution augmente lorsque l'inégalité progresse, parce que l'électeur médian devient plus pauvre que la moyenne. Ceci indique que :

- la perception à la fois du niveau général des inégalités et de la situation individuelle de la personne dans l'échelle de répartition est essentielle ;
- l'effet produit par les inégalités sur les préoccupations à ce sujet et sur les préférences en matière de redistribution dépend du revenu relatif.

Le chapitre 3 examine en détail le rôle que joue le revenu des individus – à la fois réel et perçu – dans la modulation des perceptions et des préoccupations à l'égard des inégalités et fait le lien avec les préférences en matière de redistribution.

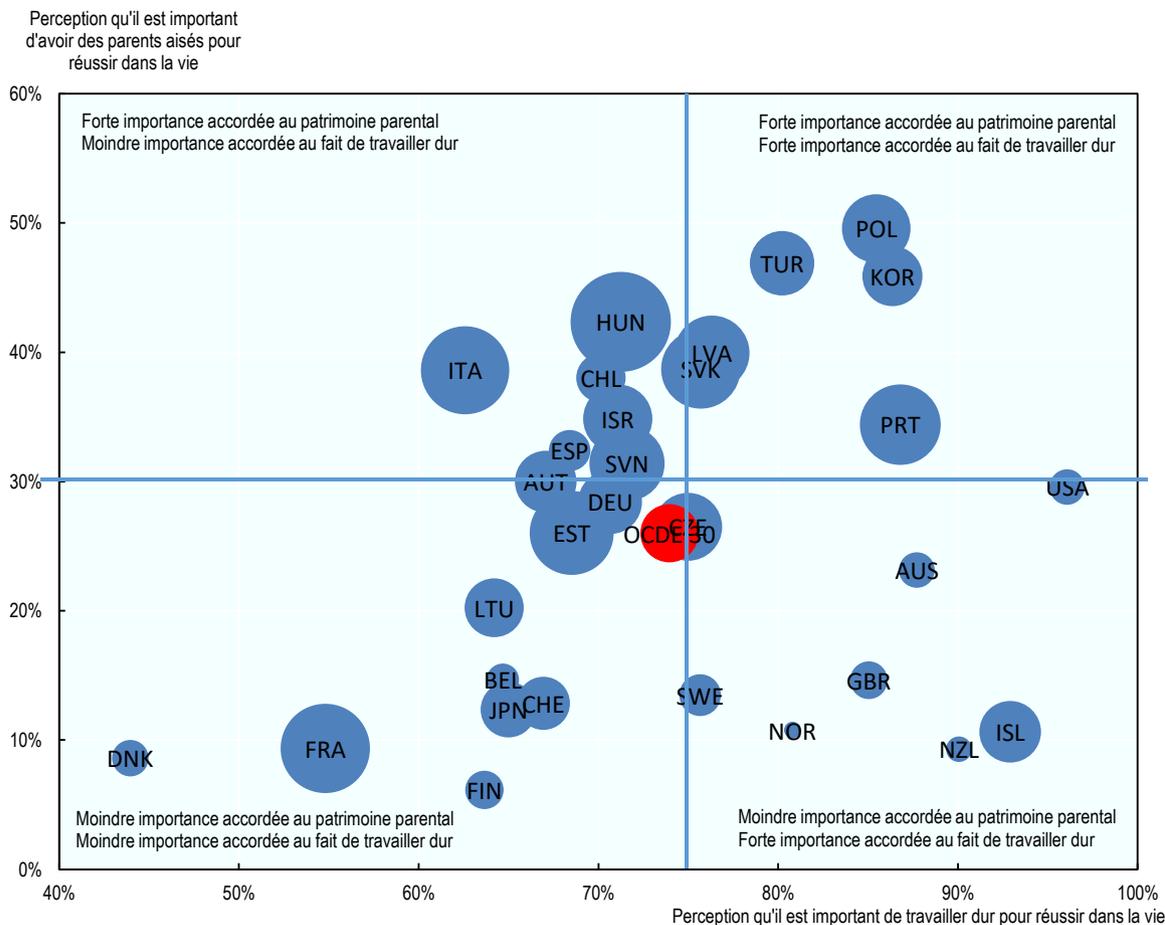
Les préoccupations relatives aux disparités de revenu dépendent également des opinions quant à l'origine de ces disparités. Les personnes qui pensent que le fait de travailler dur est un facteur de réussite

économique plus important que d'autres acceptent plus facilement que certains individus gagnent plus que d'autres en récompense des efforts fournis (Fong, 2001<sup>[18]</sup> ; Alesina et Giuliano, 2011<sup>[16]</sup> ; Karayel, 2015<sup>[19]</sup> ; Clark et D'Ambrosio, 2015<sup>[20]</sup> ; Daniels et Wang, 2019<sup>[21]</sup> ; Mijs, 2019<sup>[22]</sup> ; Almås, Cappelen et Tungodden, 2020<sup>[23]</sup>). À l'inverse, ceux qui pensent que la chance et le hasard des circonstances sont un facteur de réussite économique sont plus préoccupés par les inégalités (Graphique 2.7). Et dans les pays où les personnes pensent majoritairement que le patrimoine familial influence peu la réussite et que le fait de travailler dur est plus important pour s'en sortir dans la vie, les inégalités de revenu inquiètent moins. Les pays qui croient fermement en l'égalité des chances comptent certains pays nordiques – Islande, Suède et Norvège, mais pas le Danemark et la Finlande – et la plupart des pays anglophones (voir également les données en lien de Benson (2021<sup>[24]</sup>) sur l'importance accordée à la méritocratie par les personnes interrogées au Royaume-Uni). Alors que les États-Unis sont généralement décrits comme un pays de mobilité sociale, il se situe en réalité au niveau médian quant à la perception de l'importance du patrimoine parental. Toutefois, c'est également le pays qui croit le plus fermement en l'importance de travailler dur. Dans les autres pays, les modèles sont moins tranchés. Les pays de l'Europe méridionale et en phase de post-transition ont tendance à considérer que le patrimoine parental compte, quoique pour certains d'entre eux la moyenne des personnes interrogées pense que le fait de travailler dur est payant. Si son niveau de préoccupations à l'égard des inégalités équivaut presque à la moyenne des pays anglophones, le Japon accorde moins d'importance au patrimoine familial et au fait de travailler dur. La Corée, en revanche, se situe à l'opposé du spectre puisqu'elle considère que le patrimoine parental joue un rôle essentiel et croit fermement en l'importance de travailler dur.

Les deux parties suivantes tentent de démêler encore un peu plus les perceptions des individus et leurs préférences quant aux inégalités, et de comprendre comment ces données évoluent avec le temps. La partie 2.2 s'intéresse aux perceptions et la 2.3 aux préférences. L'analyse nécessite à l'évidence d'aborder la vision qu'ont les personnes de l'égalité des chances et de la vertu du travail.

## Graphique 2.7. Les individus sont moins préoccupés par les disparités de revenu dans les pays où les gens pensent que c'est le fait de travailler dur, et non le patrimoine parental, qui permet de réussir dans la vie

Les bulles représentent les pays et plus elles sont grandes, plus le pourcentage de répondants qui se disent tout à fait d'accord avec l'affirmation « les écarts de revenu sont trop importants » est élevé, 2009



Note : la surface des bulles est plus grande là où le pourcentage de répondants tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle les écarts de revenu sont trop importants est plus élevé. L'importance accordée au travail est mesurée avec la part des personnes interrogées qui estiment qu'il est très important ou essentiel de travailler dur pour réussir dans la vie. L'importance du patrimoine parental est mesurée avec la part des personnes interrogées qui estiment que le fait d'être issu d'une famille aisée est très important ou essentiel pour réussir dans la vie. Les lignes horizontales et verticales indiquent les valeurs médianes des deux variables.

Source : calculs de l'OCDE issus du PIES 2009.

StatLink  <https://stat.link/ws4yvg>

## 2.2. Derrière les préoccupations au sujet des disparités de revenu se trouve la perception qu'ont les individus des écarts de revenu et de salaire

### ***Les disparités de revenu et de salaire perçues sont importantes***

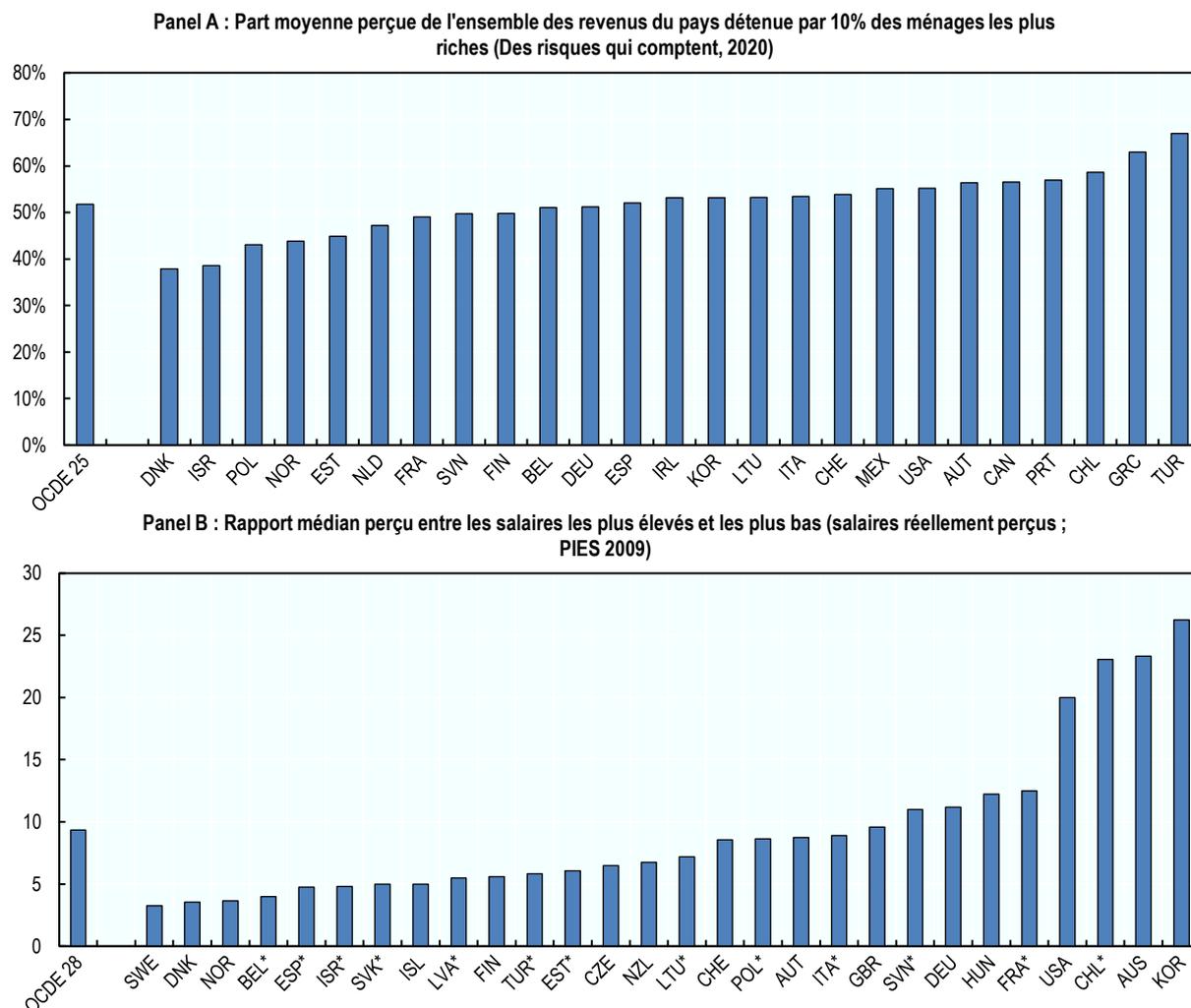
Pour distinguer les différents facteurs qui alimentent les préoccupations des individus au sujet des inégalités de revenu, il est possible de leur demander quel est, selon eux, le niveau actuel des inégalités économiques (leur perception), et à quel niveau il devrait se situer, d'après eux (leurs préférences).

Les enquêtes qui collectent des informations sur les disparités économiques perçues par les individus portent sur différents résultats. L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* s'intéresse aux revenus des ménages, alors que le PIES interroge les personnes au sujet des disparités de salaire.<sup>6</sup> Malgré ces différences, il est intéressant d'observer comment sont perçues les disparités dans ces deux résultats économiques pour deux raisons. Premièrement, il n'existe pas d'étude qui couvre à la fois la perception des inégalités de salaire et de revenu. De plus, les données pour ces deux perceptions ne sont pas toujours disponibles pour tous les pays de l'OCDE et toutes les périodes étudiées. En réalité, l'analyse des évolutions de ces variables n'est possible qu'avec le PIES pour la perception des disparités de salaire. Deuxièmement, il est nécessaire de prendre en considération que les perceptions et les préférences en matière de disparités de rémunération peuvent différer de celles des disparités de revenu. Par exemple, les personnes peuvent tolérer plus facilement des disparités de salaire, parce que ces écarts peuvent être rééquilibrés par des allocations sociales versées aux ménages composés de membres peu rémunérés. En effet, le salaire ne représente qu'une partie du revenu. Ainsi, les préoccupations au sujet des disparités de salaire peuvent être considérées comme un des déterminants des préoccupations générales au sujet des disparités de revenu.

La plupart des personnes perçoivent des niveaux d'inégalités élevés à la fois en termes de revenu et de salaire. D'après les résultats de l'enquête de l'OCDE de 2020 *Des risques qui comptent*, les répondants estiment en moyenne que la part du revenu total de leur pays qui revient aux 10 % des ménages les plus riches est extrêmement importante (Graphique 2.8). Dans les 25 pays de l'enquête, la perception moyenne est que la part des 10 % les plus riches dans le revenu national est de 42 % - entre 38 % au Danemark et 67 % en Turquie. Pour mettre les perceptions en perspective, la dernière estimation moyenne de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* est que la part du revenu disponible des 10 % les plus riches est de 25 % dans les pays de l'enquête *Des risques qui comptent*.

Le PIES 2009, qui couvre un large éventail de pays, s'est intéressé aux perceptions des disparités de salaire. Il a trouvé que, en moyenne, les répondants médians pensaient que les travailleurs les plus qualifiés (médecins et PDG) gagnaient près de 9 fois plus que les ouvriers non qualifiés. Toutefois, il existe des écarts importants dans la perception au sein des pays du rapport entre les salaires les plus élevés et les plus bas, qui va de 3 pour la Suède à 26 pour la Corée.

## Graphique 2.8. Les individus perçoivent un niveau d'inégalités important en matière de revenu et de salaire



Note : Le panel A présente la réponse moyenne à la question « Selon vous, quelle part de l'ensemble des revenus de votre pays est détenue par les 10 % les plus riches ? Inscrivez un nombre entre 0 et 100 pour indiquer quel pourcentage du revenu total de votre pays est détenu par les ménages les plus riches. » Dans le panel B, les rémunérations les plus élevées se situent à la moyenne entre celles des médecins en médecine générale et celles des présidents de grandes entreprises nationales et les rémunérations les plus basses sont celles des ouvriers d'usine non qualifiés. Les rapports perçus sont calculés au niveau individuel et le graphique présente la valeur médiane pour chaque pays. Pour les pays marqués d'une \*, les questions portent sur les salaires nets alors que, pour les autres, la question porte sur les salaires bruts. Pour plus de détails sur le calcul du rapport et la correction des sous-déclarations, consulter Ciani et al. (2021<sup>[1]</sup>). L'échantillon de l'enquête *Des risques qui comptent* ne comporte que des personnes en âge de travailler (18-64 ans), alors que les PIES enquêtent sur l'ensemble de la population adulte (avec quelques exceptions).

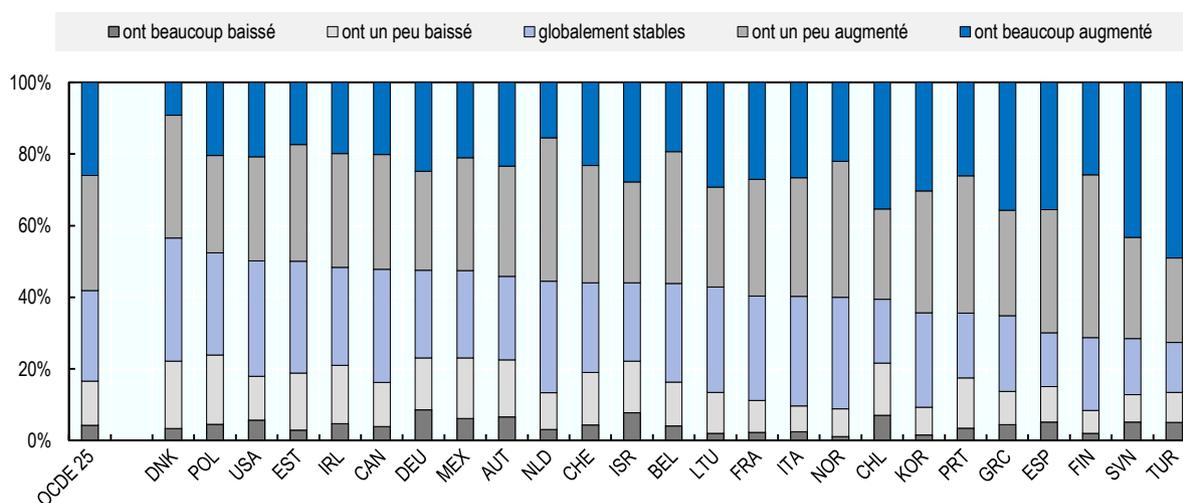
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* (panel A) ; PIES 2009 (panel B).

StatLink  <https://stat.link/vwhnfx>

Dans la plupart des pays, la perception dominante est que les inégalités de revenu ont augmenté au cours de la dernière décennie (Graphique 2.9).<sup>7</sup> Face à une question rétrospective, le répondant est généralement plus susceptible de répondre que les inégalités sont en hausse. D'autres études, comme le *Baromètre d'opinion* français, l'enquête récemment menée par Ipsos MORI au Royaume-Uni pour la revue de Deaton (Garret et Day, 2021<sup>[25]</sup>) et l'American Election Studies (Macdonald, 2019<sup>[26]</sup>), rapportent des données similaires, et la plupart des répondants affirment que les inégalités sont en hausse ces dernières années.

### Graphique 2.9. La plupart des personnes ont le sentiment que les inégalités de revenu ont augmenté cette dernière décennie

Pourcentage de répondants par type de réponse



Note : les parties colorées des barres indiquent quel pourcentage de personnes ont donné cette réponse à la question « Plus globalement, concernant l'évolution des inégalités de revenu dans votre pays au cours de la dernière décennie, pensez-vous qu'elles ont baissé, sont restées stables, ou ont augmenté ? »

Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent*.

StatLink  <https://stat.link/wixpuy>

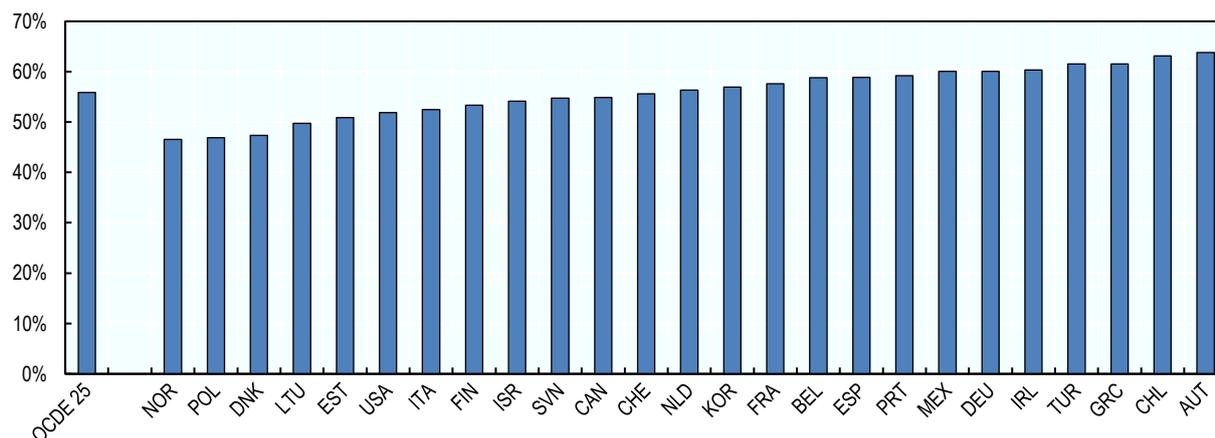
### **La plupart des personnes pensent que la persistance intergénérationnelle des revenus est élevée et liée aux inégalités de résultats**

Comme le montre une documentation abondante (Alesina et Giuliano, 2011<sup>[16]</sup>), le point de vue des individus sur la mobilité intergénérationnelle joue un rôle essentiel dans la forme que prennent leurs préoccupations relatives aux inégalités de résultats de la période (à la fois des salaires et des rémunérations). Ce rôle central va dans le sens de l'interprétation de l'hypothèse, formalisée par Benabou et Ok, d'une perspective future de mobilité ascendante (POUM) du point de vue intergénérationnel (Benabou et Ok, 2001<sup>[27]</sup>). Selon l'hypothèse POUM, les personnes sont moins préoccupées par leur situation actuelle si elles pensent que leurs descendants ont de bonnes chances de progresser sur l'échelle des revenus. De plus, la recherche a montré que les inégalités de revenu et la mobilité sociale présentaient une relation inverse, entre les pays (OCDE, 2018<sup>[28]</sup>) et au niveau national, car les chances de pouvoir s'élever sur l'échelle des revenus sont moindres dans les régions où les inégalités sont plus fortes (Chetty et al., 2014<sup>[29]</sup>). On sait moins si la perception des individus correspond à cette constatation – si la mobilité intergénérationnelle perçue est plus basse là où les inégalités perçues en matière de revenu ou de salaire sont plus fortes (voir Alesina, Stantcheva et Teso (2018<sup>[30]</sup>) pour des données dans ces différents domaines sur les États-Unis).

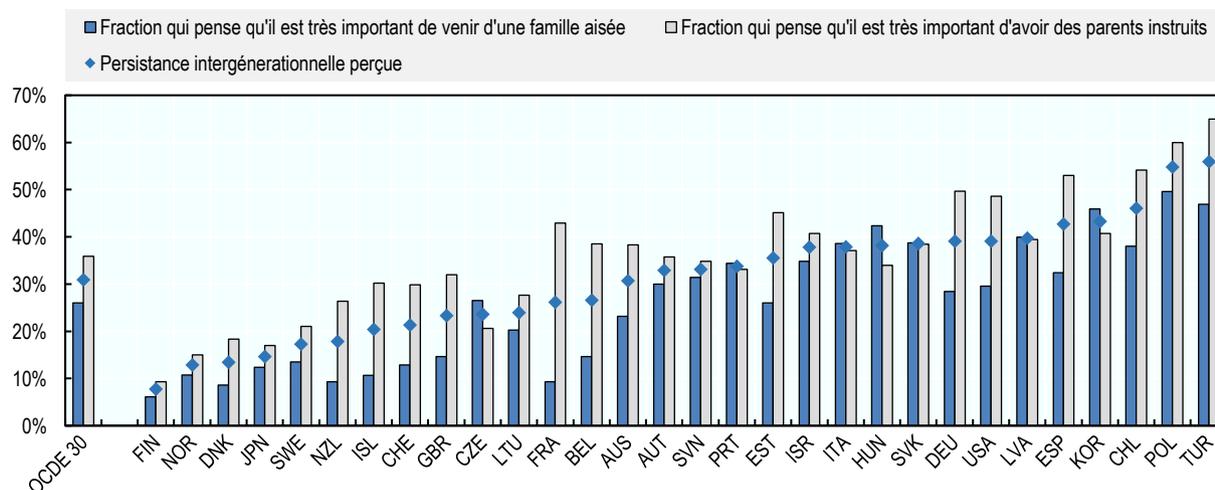
D'après la dernière enquête *Des risques qui comptent*, menée dans les pays de l'OCDE, les personnes pensent qu'un enfant né dans un foyer relevant du décile le plus bas dans l'échelle des revenus a de très fortes probabilités de s'y trouver encore une fois à l'âge adulte (Graphique 2.10, panel A). Ils sont en moyenne 55 % des personnes interrogées à en être convaincus, et ce pourcentage va de 47 % en Norvège, Pologne et au Danemark, à 64 % en Autriche. Les femmes perçoivent une persistance intergénérationnelle plus forte que les hommes mais elles estiment que la part du revenu détenu par 10 % des plus aisés est moins élevée que ne le pensent les hommes (Ciani et al., 2021<sup>[11]</sup>).

## Graphique 2.10. Les pauvres sont considérés comme ayant peu de chances de s'élever dans l'échelle sociale

**Panel A : Moyenne de la probabilité perçue que les enfants issus de familles du décile inférieur en termes de revenu resteront dans un foyer pauvre (les 10% les plus pauvres) une fois adultes ; Des risques qui comptent, 2020**



**Panel B : Part des répondants qui pensent qu'il est très important de venir d'une famille aisée ou d'avoir des parents instruits pour réussir dans la vie (pourcentage), et indice de persistance intergénérationnelle perçue (valeurs) ; PIES, 2009**



Note : le panel A indique la moyenne des réponses à la question « Dans votre pays, sur 100 enfants issus de familles appartenant aux 10 % des plus pauvres en termes de revenu, selon vous, combien vivront toujours dans un foyer pauvre (les 10 % les plus pauvres) une fois à l'âge adulte ? Veuillez noter que nous considérons les revenus après impôts et prestations. » Le panel B indique la part des personnes interrogées qui pensent qu'il est très important ou indispensable de venir d'une famille aisée ou d'avoir des parents instruits pour réussir dans la vie. La persistance intergénérationnelle perçue (indiquée par un losange) correspond à la moyenne de ces deux pourcentages.

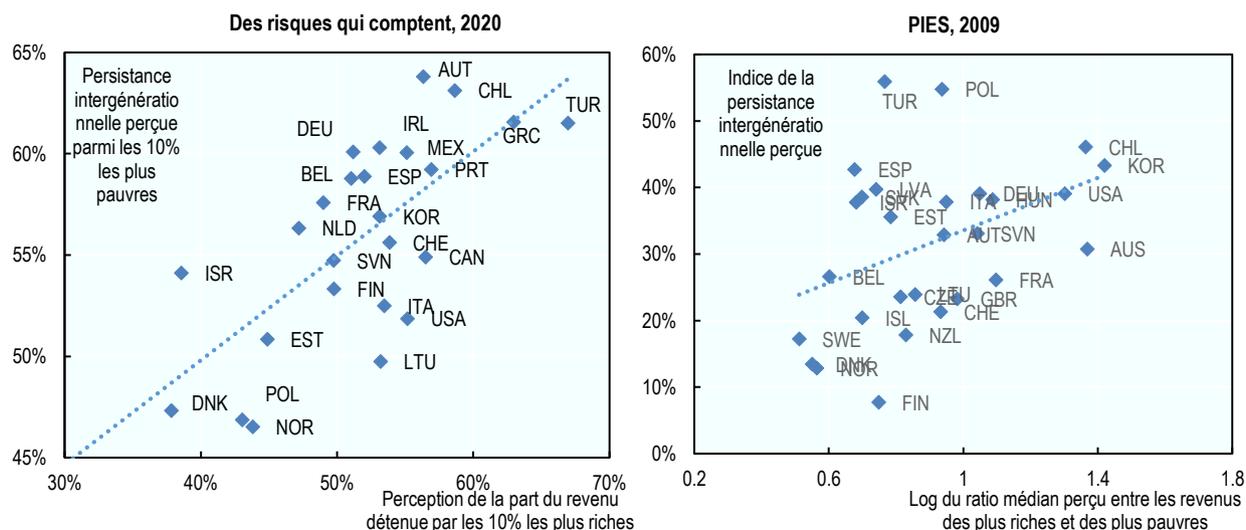
Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* (panel A) et du PIES 2009 (panel B).

Il est possible de dresser un tableau plus qualitatif des convictions des personnes interrogées dans le cadre du PIES au sujet de l'importance du contexte familial (Brunori, 2017<sup>[31]</sup>). Il s'intéresse à deux types de caractéristiques familiales : le patrimoine familial et l'instruction des parents. Il existe des différences conceptuelles entre les deux bien qu'elles soient en corrélation. Des parents aisés, par exemple, peuvent financer l'éducation ou les projets professionnels de leurs descendants. De même, des parents fortement instruits peuvent influencer la réussite de leurs descendants, quel que soit le niveau de richesse familial, en transmettant des connaissances différentes, par exemple. En effet, en France, Belgique, Espagne et au Chili, un pourcentage beaucoup plus élevé de répondants convient qu'il est plus important d'avoir des parents instruits pour réussir dans la vie que des parents riches (Graphique 2.10, panel B).

Un indice de la persistance intergénérationnelle perçue, construit à partir de la moyenne de l'importance accordée à l'instruction et au patrimoine des parents, indique des écarts flagrants entre les pays (Graphique 2.10, panel B). La persistance intergénérationnelle perçue est très forte en Turquie et en Pologne mais faible en Finlande, Norvège et Danemark. Les États-Unis, souvent cités comme le pays où les personnes croient le plus fortement à la promotion sociale, se classent au milieu de cette répartition.<sup>8</sup>

En moyenne, les perceptions des individus en matière de mobilité intergénérationnelle sont en droite ligne avec ce que l'on appelle « la courbe de Gatsby le Magnifique » selon laquelle une hausse des inégalités entraîne une ascension sociale moindre pour la future génération. Dans l'enquête *Des risques qui comptent*, les perceptions relatives à la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus riches et les plus pauvres en termes de revenu sont étroitement liées (Graphique 2.11). De même, d'après le PIES 2009, la perception d'écarts très marqués entre les salaires les plus élevés et les plus bas est associée à l'idée selon laquelle il est particulièrement important d'avoir une famille riche ou des parents instruits pour réussir dans la vie.<sup>9</sup> Ces résultats présentés par l'enquête *Des risques qui comptent* et le PIES correspondent à des données expérimentales qui indiquent que, lorsque les personnes reçoivent des informations pessimistes au sujet du niveau des inégalités, leur confiance envers la mobilité intergénérationnelle s'affaiblit également (McCall et al., 2017<sup>[5]</sup> ; Davidai, 2018<sup>[32]</sup> ; Browman, Destin et Miele, 2020<sup>[33]</sup>) et, de même, lorsqu'elles reçoivent des informations pessimistes sur la mobilité, elles perçoivent des inégalités en hausse (Shariff, Wiwad D et Akin, 2016<sup>[34]</sup>).

## Graphique 2.11. La perception de la courbe de Gatsby le Magnifique : les perceptions en matière de persistance intergénérationnelle et de disparités économiques sont étroitement liées



Note : La pente de la droite de régression du panel de gauche est de 0.51 (p 0.00, R2 0.47), ce qui signifie qu'une hausse d'1 point de pourcentage des inégalités perçues (part du revenu des 10 % les plus riches) est associée à une hausse d'1 point de pourcentage de la persistance intergénérationnelle perçue parmi les 10 % les plus pauvres. La pente de la droite de régression du panel de droite est 19.7 (p 0.06, R2 0.17). Le ratio médian perçu du rapport entre les revenus des plus riches et des plus pauvres étant exprimé en logarithme, une hausse de 10 % du ratio est associée au doublement de l'indice de la persistance intergénérationnelle perçue.

Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* et du PIES 2009.

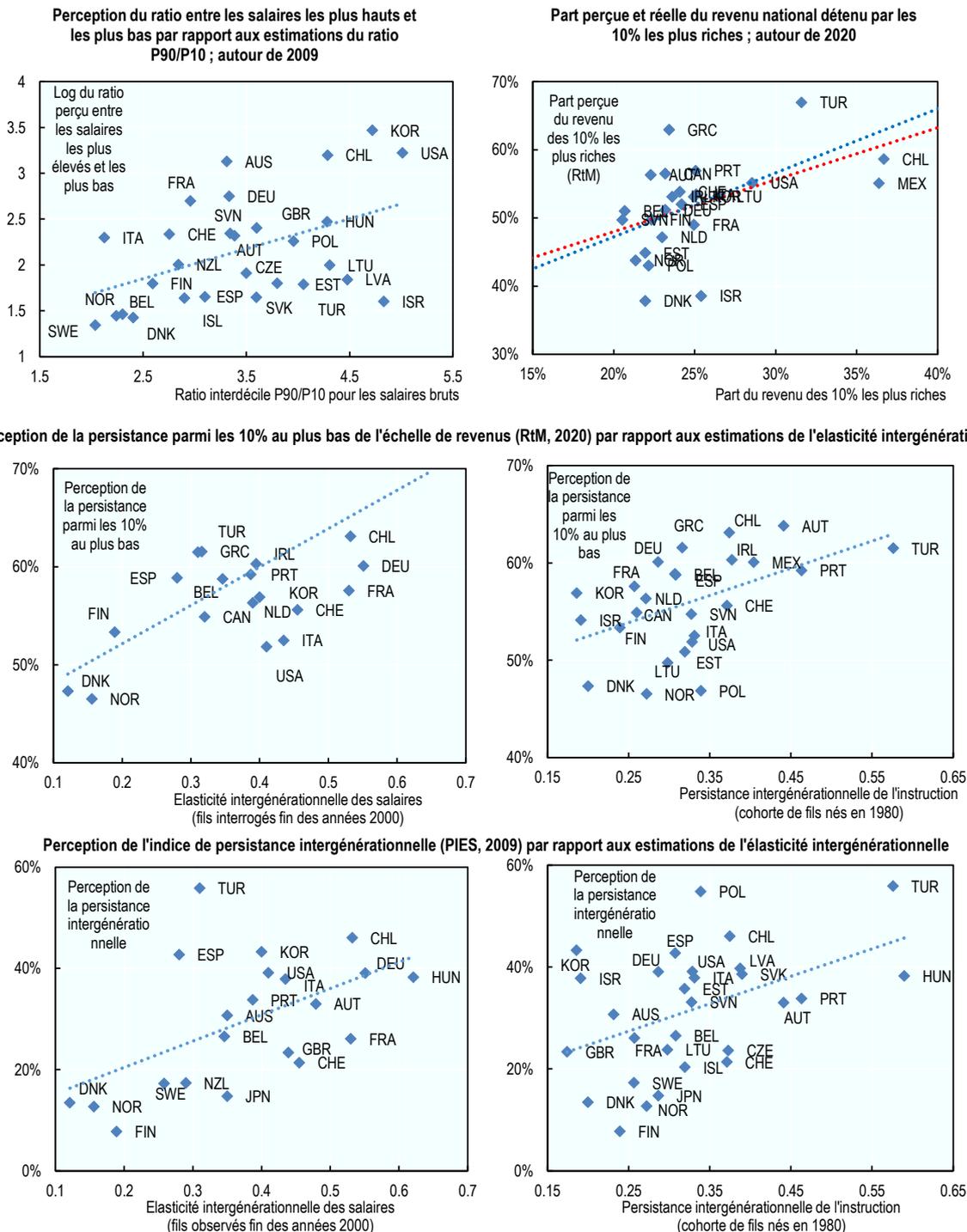
StatLink  <https://stat.link/3n0bdq>

### **Les perceptions sont en corrélation avec les mesures traditionnelles mais n'y correspondent pas nécessairement**

Les perceptions dans les pays sont en étroite corrélation avec les estimations traditionnelles des inégalités, aussi bien les inégalités de revenu que de salaire (Graphique 2.12). De même, là où la persistance intergénérationnelle est fortement perçue, les estimations de l'élasticité des salaires ou de l'instruction entre les pères et leur fils sont plus élevées (une plus forte élasticité signifie que les salaires/l'instruction du fils sont plus fortement liés à ceux du père, signe d'une persistance intergénérationnelle plus forte) (OCDE, 2018<sup>[28]</sup>).<sup>10</sup> Il faut en déduire que les personnes façonnent leurs perceptions des inégalités de revenu et de la mobilité sociale en incorporant au moins quelques informations sur les résultats économiques réels. Cette constatation correspond également à des données d'observation précédentes mentionnées par Kuhn (2019<sup>[6]</sup>), Bussolo et al. (2019<sup>[2]</sup>), Roth et Wohlfart (2018<sup>[35]</sup>) et Domènech-Arúm (2021<sup>[36]</sup>).

Une série d'expériences d'étude ont exploré dans quelle mesure les perceptions des personnes tiennent compte des informations relatives à l'ampleur des inégalités. Pour ce faire, les chercheurs ont donné à un sous-ensemble de répondants sélectionnés de façon aléatoire des informations sur l'ampleur actuelle des inégalités tirées d'études ou des médias. Ils ont ensuite comparé la perception de ces individus à celle d'un sous-ensemble de participants qui n'ont pas reçu les informations. Ils ont constaté que les individus qui avaient reçu les informations au sujet du niveau élevé des inégalités percevaient des inégalités plus importantes en termes de résultats et de perspectives d'avenir et étaient plus préoccupés à ce sujet (Encadré 2.1), corroborant ainsi les observations faites (Graphique 2.12, par exemple).

## Graphique 2.12. Les perceptions des inégalités et de la persistance intergénérationnelle sont liées de façon cohérente aux indicateurs traditionnels des mêmes phénomènes



Note : Les pentes standardisées des droites de régression (qui correspondent à l'évolution de l'écart type sur l'axe y associé à un changement de l'écart type sur l'axe x) sont 0,47, 0,49, 0,62, 0,52, 0,53, 0,45 (toutes statistiquement significatives au seuil de 5 %). La ligne rouge du panel supérieur droit est calculée sans les trois exceptions (Chili, Mexique et Turquie). Le diagramme supérieur gauche indique le logarithme moyen du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* et du PIES 2009 ; *Base de données de l'OCDE sur la distribution des salaires* pour le ratio interdécile des salaires, (2018<sub>[28]</sub>) pour l'élasticité intergénérationnelle des salaires, la *Base de données globales de la Banque mondiale* sur la mobilité intergénérationnelles (GDIM) pour la persistance intergénérationnelle de l'instruction.

### Encadré 2.1. Observations tirées d'expériences d'étude

Les informations présentées dans ce chapitre confirment l'hypothèse selon laquelle, en moyenne, les personnes tiennent généralement compte des informations relatives à l'ampleur des inégalités dans leurs perceptions. Toutefois, ce constat repose sur des données d'observation ce qui ne permet pas de déterminer si les perceptions sont effectivement façonnées par les inégalités. Ceci est lié au fait que les différences de perceptions entre les pays et les évolutions au fil du temps peuvent être influencées par d'autres variables. Afin d'isoler les effets de l'apport de nouvelles informations au sujet des inégalités sur les préoccupations et les perceptions qui en résultent, un nombre croissant de publications s'appuient sur des expériences d'études.

Pour ces expériences, une partie des répondants, sélectionnés de façon aléatoire, reçoivent des informations sur la répartition des revenus et des chances au sein de la population (ou sur la place qu'ils occupent dans cette répartition). Généralement, ces informations mettent en évidence un niveau important d'inégalités. Ainsi, l'hypothèse est que, si les personnes tiennent compte de ces informations, leurs perceptions et leurs préoccupations au sujet des inégalités devraient augmenter. Puisque les informations sont données de façon aléatoire, il est possible de tester cette hypothèse en comparant les réponses du groupe ayant reçu les informations et celles du groupe qui ne les a pas reçues. Certaines expériences s'intéressent également au rôle d'autres facteurs, comme la confiance, pour expliquer les résultats.

Ciani, Fréget et Manfredi (à paraître<sup>[37]</sup>) conduisent une méta-analyse des expériences qui mesurent l'incidence de l'information sur les perceptions et les préoccupations relatives aux inégalités économiques. Comme les expériences s'appuient sur des mesures hétérogènes, les résultats sont normalisés en tenant compte de l'écart type de chaque mesure dans le groupe contrôle (le groupe qui ne reçoit aucune information). La plupart des estimations de l'effet de l'information sur les perceptions et les préoccupations relatives aux disparités économiques sont positives mais à des degrés différents. La moyenne de l'effet normalisé parmi toutes les études est 0.17 aux États-Unis, 0.15 dans les pays de l'UE et 0.16 dans les autres pays. Ainsi, le fait de fournir des informations supplémentaires engendre une hausse moyenne des perceptions et des préoccupations dont l'écart type dépasse 0.15, dans la droite ligne de l'hypothèse décrite ci-dessus. La méta-analyse de régression indique que l'effet sur les perceptions est plus important que sur les préoccupations, mais ces dernières sont tout de même conséquentes (écart type entre 0.09 et 0.13) et statistiquement différentes de zéro. Ce constat suggère donc que les personnes interprètent correctement les informations et en tiennent compte dans leurs jugements.

Certaines expériences viennent également renforcer l'hypothèse selon laquelle les personnes adaptent partiellement leurs préférences lorsqu'ils reçoivent des signaux de hausse ou de niveau élevé des inégalités. Trump (2018<sup>[14]</sup>) montre que fournir des informations aux répondants américains ou suédois au sujet de l'ampleur réelle des inégalités engendre à la fois une hausse des perceptions et des préférences en matière de disparité des salaires. Par conséquent, l'effet sur les préoccupations au sujet des disparités de revenu n'est pas statistiquement différent de zéro. Hoy et Mager (2020<sup>[38]</sup>) constatent que le fait de fournir aux personnes interrogées aux États-Unis des données au sujet des niveaux réels d'inégalités et de mobilité sociale les rend moins en accord avec la déclaration selon laquelle les écarts de revenu sont trop importants. L'évolution de la perception, d'après les auteurs, est principalement dictée par les répondants qui, avant l'expérience, déclaraient qu'il n'existait pas de niveaux élevés d'inégalités. Pour Hoy et Mager (2020<sup>[38]</sup>), ces données sont également la preuve que les individus revoient à la hausse leurs préférences en matière de niveau d'inégalité lorsqu'ils découvrent leur réelle ampleur.

Les perceptions et les indicateurs traditionnels des inégalités ne correspondent pas parfaitement. Les perceptions relatives à la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches et à la persistance intergénérationnelle des revenus parmi les 10 % les plus bas dépassent les mesures traditionnelles. Par exemple, la moyenne des perceptions relatives à la part du revenu détenu par les 10 % les plus riches, parmi les 25 pays de l'enquête *Des risques qui comptent* est de 52 % alors que l'estimation moyenne de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* est 25 %. L'outil *Comparez votre revenu*, qui utilise une méthode différente, parvient aux mêmes résultats pour la part du revenu des 10 % les plus riches.

Les mesures statistiques relatives à la probabilité pour que les enfants les plus pauvres le restent une fois à l'âge adulte ne sont pas disponibles pour tous les pays. Celles qui le sont témoignent une fois de plus des divergences entre les perceptions et les statistiques. Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête *Des risques qui comptent* en Italie et aux États-Unis pensent que la persistance intergénérationnelle touchera respectivement 53 % et 52 % des enfants des 10 % des foyers les plus modestes. Les estimations statistiques trouvent des pourcentages bien inférieurs - 16 % pour une cohorte de 1980 en Italie (Acciari, Polo et Violante, 2019<sup>[39]</sup>) et 20 % pour des cohortes en 1980-82 aux États-Unis (Chetty et al., 2014<sup>[29]</sup>).

Ces différences entre perceptions et indicateurs traditionnels ne devraient pas nécessairement être interprétées comme le résultat d'un biais pour trois raisons principales (détaillées dans l'Encadré 2.2) :

1. Les personnes interrogées peuvent penser en termes de richesse, plutôt que de revenus, bien que les questions de l'enquête *Des risques qui comptent* fassent explicitement référence aux revenus.
2. Les estimations traditionnelles traduisent des choix méthodologiques alors que les individus en utilisent probablement d'autres, avec des définitions différentes.
3. Les questions sont compliquées pour les répondants et les différences estimées entre les valeurs perçues et les estimations traditionnelles dépendent fortement de la façon dont la question est définie et formulée.

Les réponses aux questions quantitatives concernant les perceptions liées aux inégalités et à la mobilité sociale donnent des résultats fiables et intéressants qui vont au-delà du biais. Malgré la complexité des définitions et des questions, les perceptions moyennes des personnes interrogées sont en constante corrélation avec les estimations traditionnelles dans les pays, ce qui indique qu'elles traduisent des disparités réelles. En s'intéressant aux perceptions - notamment celles liées aux inégalités de revenu, aux disparités de salaires et à la persistance intergénérationnelle - les chercheurs en apprennent davantage sur la façon dont les individus traitent les informations (Phillips et al., 2020<sup>[40]</sup>). De plus, comme l'indique le chapitre 3, les réponses données à ces questions quantitatives sur la perception des inégalités et de la mobilité sociale permettent de prédire correctement les préférences en matière de redistribution, à la fois au niveau individuel et national. Enfin, elles fournissent des descriptions de la répartition (et de la polarisation) des perceptions dans un pays (voir chapitre 4). Ces descriptions sont plus riches et différent de celles obtenues à partir de questions qualitatives auxquelles la plupart des personnes ont tendance à donner la même réponse, à savoir « d'accord ». Néanmoins, pour des raisons de méthodologie, il est important de :

- employer un large éventail de mesures des perceptions qui devraient comprendre des questions qualitatives ;
- analyser les différences en matière de disparités et comment elles diffèrent des perceptions.

## Encadré 2.2. Comprendre les différences entre les perceptions moyennes et les estimations traditionnelles

Les perceptions moyennes relatives à la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches et à la persistance intergénérationnelle parmi le décile inférieur (mesuré par le biais des réponses de l'enquête *Des risques qui comptent*) ont tendance à dépasser largement les mesures traditionnelles. Cette divergence ne devrait pas nécessairement être interprétée comme un biais pour trois raisons principales.

Premièrement, il est probable que, pour les personnes interrogées, le concept de résultats économiques soit différent ou plus large, même si les deux questions définissent le revenu pris en compte. La moyenne des perceptions relatives à la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches indique que les individus pensent peut-être plus en termes de patrimoine que de revenu (Balestra et Cohen, 2021<sup>[41]</sup>). En effet, cette moyenne est plus proche de celle relative à la part du patrimoine des ménages des 10 % d'individus en haut de l'échelle de répartition, qui est de 53 % pour les 19 pays pour lesquels des données sont disponibles dans la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses*. Elle semble également plus proche de celle relative à la part du revenu fiscal des 10 % d'individus en haut de l'échelle de répartition fournie par la base de données mondiale sur la distribution des revenus qui dresse un tableau plus précis des revenus les plus élevés, généralement sous-représentés dans les enquêtes sur les revenus des ménages. Parmi les 25 pays de l'OCDE interrogés dans le cadre de l'enquête *Des risques qui comptent*, la dernière estimation de la part du revenu fiscal détenue par les 10 % au sommet de l'échelle de répartition est 38 %.

Deuxièmement, les indicateurs statistiques traditionnels qui mesurent les inégalités économiques dépendent de plusieurs choix méthodologiques tels que :

- la définition du revenu pris en compte, par exemple les sources à inclure ou exclure ;
- l'ajustement du revenu en fonction de la taille et des besoins des ménages, par exemple avec les échelles d'équivalence ;
- la population de référence, par exemple quelles cohortes utiliser pour mesurer la persistance intergénérationnelle, entre autres.

Bien que ces choix respectent des conventions statistiques et un consensus entre spécialistes, il n'existe pas de méthode unique. Et compte tenu de la sensibilité des estimations numériques aux variations méthodologiques, il est difficile de trouver l'équivalent « parfait » à chaque mesure des perceptions puisque les personnes peuvent se fier inconsciemment à d'autres définitions.

Troisièmement, les résultats dépendent fortement de la façon dont la question est formulée (Jachimowicz et al., 2020<sup>[42]</sup>). L'importance de la question semble particulièrement pertinente lorsqu'il s'agit de déterminer des biais en lien avec les valeurs « réelles ». Le débat méthodologique entre Eriksson et Simpson (2012<sup>[43]</sup>) et Ariely et Norton (2013<sup>[44]</sup>) indique que mesurer les disparités de revenu en s'appuyant sur des parts du revenu total détenues par certains groupes (comme la part du revenu détenue par les 10 % d'individus situés au sommet de l'échelle de répartition dans *Des risques qui comptent*) ou sur des niveaux de revenu (comme dans les questions du PIES) peut entraîner diverses conclusions quant à savoir si les répondants sous-évaluent ou surévaluent les inégalités de revenu.

Pour la mobilité intergénérationnelle, Swan et al. (2017<sup>[45]</sup>) constatent que les questions qui font référence aux quintiles ou tertiles de revenu conduisent à différents résultats concernant le « biais » de la perception de la mobilité intergénérationnelle aux États-Unis. En effet, Swan et al. (2017<sup>[45]</sup>) mentionnent que pour mesurer la perception, il est plus adapté de poser des questions qui vont au-delà du calcul d'un biais et s'intéressent à la façon dont les perceptions façonnent les attitudes à l'égard de

la redistribution et comment elles varient selon les groupes. De plus, comme *Des risques qui comptent* le propose, diviser la population en déciles de revenu est un exercice difficile pour les répondants et les personnes pourraient simplement considérer que les 10 % qui occupent le sommet de l'échelle correspondent aux « riches » et les 10 % qui occupent le bas, aux « pauvres ».

Il est clairement important d'utiliser différentes mesures des perceptions et d'en déduire les préférences. Pour cela, les chercheurs devraient utiliser différentes méthodes pour susciter des réponses quantitatives (par exemple en exprimant des réponses sous la forme de parts du revenu total – comme pour la part perçue du revenu total détenue par les 10 % les plus riches dans l'enquête *Des risques qui comptent* – ou sous la forme de niveaux pour différents groupes – comme par exemple dans la perception du salaire de différents métiers dans le PIES) et les assortir d'estimations qualitatives (par exemple la perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % des individus situés au bas de l'échelle de répartition de l'enquête *Des risques qui comptent* et les questions du PIES relatives à la « réussite dans la vie »).

Il y a deux avantages majeurs à poser des questions numériques pour interroger les perceptions :

- Tout d'abord, il est plus facile de formuler la question de sorte à exclure tout jugement quant au fait que des inégalités puissent être « trop » importantes.
- Enfin, elles reflètent plus facilement l'hétérogénéité des perceptions parmi les citoyens d'un même pays. Les réponses aux questions qualitatives ont tendance à se concentrer sur certaines valeurs (« d'accord » par exemple) et masquer une hétérogénéité sous-jacente importante au sein de la population. Pour les préoccupations relatives aux inégalités de revenu, la plupart des gens pourraient exprimer leur accord quant au fait qu'elles sont trop importantes dans leur pays. Toutefois, en réalité, la différence entre la part du revenu que les personnes pensent être détenue par les 10 % les plus riches et ce qu'elles voudraient qu'elle soit varient fortement (chapitre 4).

Pour comparer les perceptions des pays et les estimations traditionnelles sans s'attarder sur la différence précise des définitions, il convient d'utiliser ces deux données comme des indicateurs pour classer les pays selon les résultats obtenus : élevé, moyen ou faible. Le Tableau 1.2 classe les pays à partir des estimations de la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches, tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus*, et de la perception moyenne de cette part, tirée de l'enquête *Des risques qui comptent*. Pour la persistance intergénérationnelle, il propose un classement des pays selon l'estimation de l'élasticité des revenus entre pères et fils (disponible pour un large éventail de pays de l'OCDE) et la perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres.

Les résultats pour les inégalités de revenus correspondent globalement pour les pays situés en bas et en haut du classement. Les pays nordiques présentent des niveaux relativement bas d'inégalités, mesurés et perçus, alors que le Chili, le Mexique et la Turquie affichent des niveaux élevés. Pour la persistance intergénérationnelle, les pays nordiques affichent une fois de plus des niveaux bas pour les deux indicateurs alors qu'ils sont relativement élevés pour l'Autriche, l'Allemagne et le Chili.

**Tableau 2.2. La plupart des pays obtiennent le même classement, que les niveaux d'inégalités soient perçus ou mesurés, mais certains d'entre eux présentent des décalages importants**

	Inégalités de revenu		Persistance intergénérationnelle	
	Estimation de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches (IDD, dernière année connue)	Perception de la part du revenu allant aux 10 % les plus riches (Des risques qui comptent, 2020)	Estimation de l'élasticité intergénérationnelle des salaires (fils interrogés à la fin des années 2000 ; OCDE (2018 <sub>[28]</sub> ))	Perception de la persistance intergénérationnelle des revenus parmi les 10 % les plus pauvres (Des risques qui comptent, 2020)
SVN	Faible	Faible	-	-
BEL	Faible	Moyen	Moyen	Moyen
NOR	Faible	Faible	Faible	Faible
EST	Faible	Faible	-	-
DNK	Faible	Faible	Faible	Faible
POL	Faible	Faible	-	-
AUT	Faible	Élevé	Élevé	Élevé
FIN	Faible	Moyen	Faible	Faible
NLD	Moyen	Faible	Moyen	Moyen
CAN	Moyen	Élevé	Moyen	Faible
DEU	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé
GRC	Moyen	Élevé	Faible	Élevé
IRL	Moyen	Moyen	Moyen	Élevé
CHE	Moyen	Moyen	Élevé	Moyen
ESP	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
FRA	Moyen	Faible	Élevé	Moyen
KOR	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen
PRT	Élevé	Élevé	Moyen	Moyen
ITA	Élevé	Moyen	Élevé	Faible
ISR	Élevé	Faible	-	-
LTU	Élevé	Moyen	-	-
USA	Élevé	Élevé	Moyen	Faible
TUR	Élevé	Élevé	Faible	Élevé
MEX	Élevé	Élevé	-	-
CHL	Élevé	Élevé	Élevé	Élevé

Note : les pays sont classés en faible/moyen/élevé selon la distribution de l'indicateur parmi les pays examinés ; par exemple, « élevé » pour l'estimation de la part du revenu des 10 % les plus riches correspond aux 8 pays dont les valeurs sont les plus élevées. Le classement de la persistance intergénérationnelle n'est réalisé que pour les pays de l'OCDE pour lesquels les données sur l'élasticité des revenus intergénérationnelle sont disponibles (2018<sub>[28]</sub>).

Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'enquête 2020 *Des risques qui comptent* ; IDD pour les parts du revenu des plus riches, OCDE (2018<sub>[28]</sub>) pour l'élasticité intergénérationnelle des salaires.

StatLink  <https://stat.link/gfoiqh>

Toutefois, à l'échelle d'un pays, les niveaux d'inégalités et de persistance intergénérationnelle perçus et mesurés peuvent être très différents. Certains pays présentent un niveau plus faible d'inégalités perçues que le niveau mesuré – c'est le cas de la France, Israël, l'Italie, la Lituanie et les Pays-Bas – et c'est l'inverse pour d'autres comme l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Finlande et la Grèce. Pour la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres, les perceptions en France et en Italie sont plus basses que les indicateurs traditionnels, comme au Canada, en Suisse et aux États-Unis. En Grèce, Irlande et Turquie, toutefois, le niveau de la persistance intergénérationnelle perçu est plus élevé que celui des estimations traditionnelles.

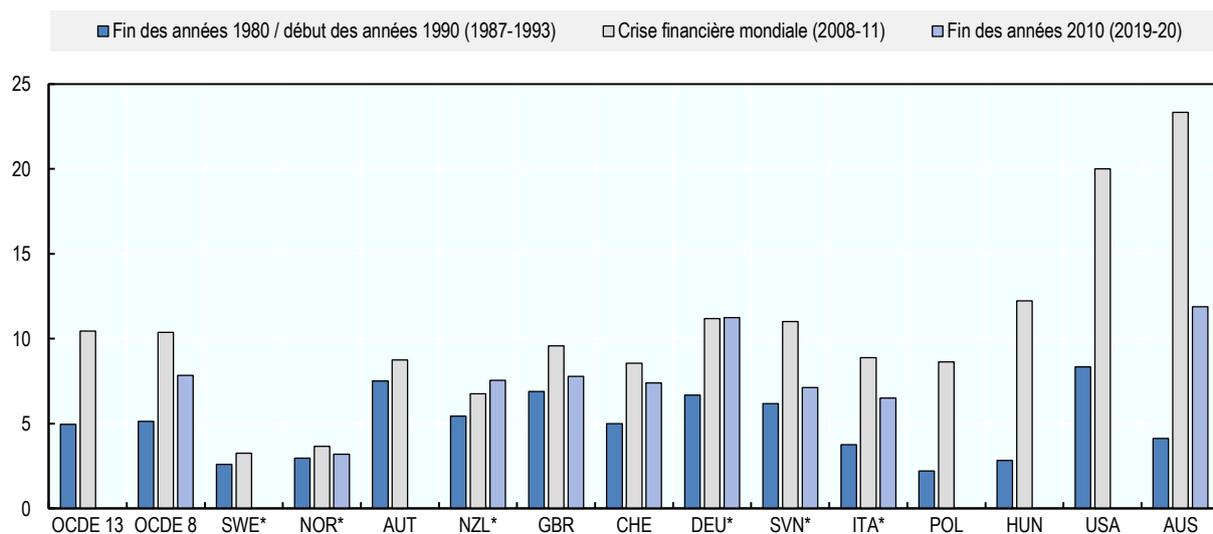
## Les ratios perçus entre les salaires les plus élevés et les plus bas ont augmenté au fil du temps

Les disparités perçues sous la forme du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus faibles progressent significativement depuis longtemps. Elles ont généralement atteint un sommet pendant la crise financière mondiale et sont ensuite retombées au cours de la décennie suivante. Entre les années 1980 et la crise financière mondiale, le ratio médian perçu entre les salaires les plus élevés et les plus faibles a progressé dans les 13 pays pour lesquels des données sont disponibles (Graphique 2.13 et Giger et Lascombes (2019<sup>[8]</sup>)). Globalement, il a doublé et est passé de 5 à 10 entre la première vague du PIES et 2009. Au cours de la décennie suivante, alors qu'il était toujours plus élevé que 30 ans auparavant, il est tombé de 10 à 8 (comme l'indique le PIES 2019).

Parmi les pays étudiés dans le PIES depuis 1987, cette hausse était particulièrement marquée en Australie (Leigh, 2013<sup>[46]</sup>) et aux États-Unis, ainsi que dans les pays qui opèrent leur transition vers une économie de marché, comme la Pologne et la Hongrie. Pour les pays observés depuis 1992, la hausse a été marquée en Allemagne, en Italie et en Slovaquie. La chute depuis la crise financière mondiale a été particulièrement forte en Australie où les disparités de salaire perçues avaient atteint un très haut niveau en 2009. Toutefois, elles sont restées stables en Allemagne et en Nouvelle-Zélande, ce qui s'explique éventuellement par le fait que, dans ces deux pays, la dernière étude du PIES a été menée en 2020, pendant la pandémie.

### Graphique 2.13. Le ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté au fil du temps

Rapport médian perçu entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas



Note : les pays sont classés selon le degré de changement entre les deux périodes. Seuls les pays observés dans le PIES 1987/1992 et 2009 sont compris et ceux observés depuis 1992 sont repérés par une \*. La question de l'enquête du PIES porte sur les salaires bruts dans tous les pays, à l'exception de la Pologne et de la Slovaquie (où elle porte sur les salaires nets), et de l'Italie (où la question a été formulée en salaire brut en 1992 et en salaire net en 2009). En Hongrie, en 1987, la question ne mentionnait pas les salaires bruts ou nets, peut-être parce que l'impôt individuel sur le revenu n'a été introduit qu'en 1988.

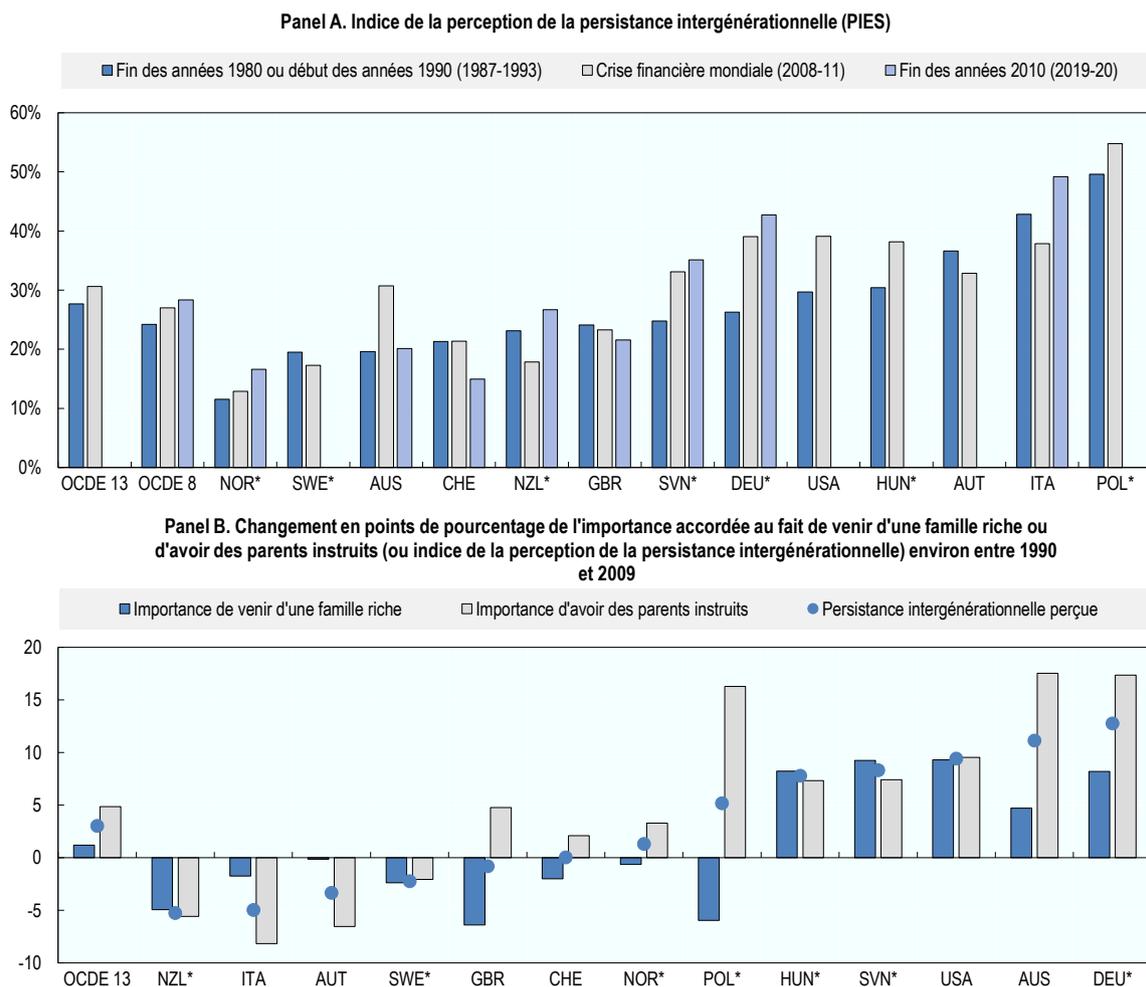
Source : Calculs de l'OCDE à partir du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/cw69qu>

Pendant les 30 dernières années, la perception moyenne de la persistance intergénérationnelle n'a que faiblement diminué, d'après l'indice construit à partir des réponses qualitatives du PIES au sujet des caractéristiques parentales importantes pour réussir dans la vie (Graphique 2.14, panel A). Au niveau

national, toutefois, le phénomène est différent. Entre la fin des années 1980 ou le début des années 1990 et la crise financière mondiale, la hausse a été marquée en Australie, Allemagne, Hongrie, Slovaquie et aux États-Unis pour les deux critères de richesse et d'instruction des parents (Graphique 2.14, panel B). L'évolution était également conséquente en Pologne où, toutefois, la perception selon laquelle il est important de venir d'une famille riche a diminué. En Nouvelle-Zélande, Italie, Autriche et Suède, en revanche, les répondants au PIES de 2009 indiquent que la persistance était moins forte qu'à la fin des années 1980 ou au début des années 1990. Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, la perception de la persistance a diminué en Australie, Suisse et, dans une moindre mesure, au Royaume-Uni. Néanmoins, elle a augmenté dans les autres pays, notamment en Nouvelle-Zélande et en Italie où elle a plus que rattrapé la baisse constatée au cours des deux décennies précédentes.

### Graphique 2.14. L'évolution des perceptions en matière de persistance intergénérationnelle des inégalités était relativement hétérogène parmi les pays



Note : Part des répondants qui estiment que chaque dimension est très importante ou essentielle pour réussir dans la vie. La persistance intergénérationnelle perçue correspond à la moyenne des deux dimensions (compte tenu de données manquantes dans chacune des dimensions, l'indice pourrait ne pas correspondre exactement à la moyenne des différentes barres du graphique). Les changements sont mesurés par rapport au début des années 1990 pour les pays marqués d'une \*, et par rapport à la fin des années 1980 pour les autres pays. Contrairement aux autres graphiques, pour la Pologne, la première vague du PIES date de 1992 (et non 1987) parce que la question sur l'importance d'avoir des parents instruits était manquante.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/8Indui>

## La pandémie a suscité une prise de conscience des disparités économiques

Des données montrent que la pandémie actuelle et la récession qu'elle entraîne ont révélé des inégalités déjà existantes (Blundell et al., 2020<sub>[47]</sub>). Ainsi, une prise de conscience à l'égard des disparités de revenu et du manque de mobilité intergénérationnelle a aussi pu avoir lieu. En effet, les résultats de l'enquête *Des risques qui comptent* montrent que les personnes qui déclarent avoir été confrontées à des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique pendant la crise du COVID-19, personnellement ou dans leur foyer, perçoivent des inégalités et une persistance intergénérationnelle plus fortes que les autres (Tableau 2.3).<sup>11</sup> (Voir OCDE (2021<sub>[48]</sub>) pour un approfondissement de la question de l'insécurité des ménages pendant la crise du COVID-19). Cette perception n'est pas liée à des différences de statut socio-économique ou de caractéristiques démographiques chez les personnes interrogées. Elle ne peut pas non plus être imputée aux changements mentionnés au sujet de la situation financière de leur ménage ou aux performances macro-économiques de leur pays au cours des 12 mois précédents. Si les individus touchés par le COVID-19 ont tout de même pu percevoir des niveaux d'inégalités plus élevés, l'impact de la pandémie et des inégalités économiques a pu exacerber ces perceptions (Tableau 2.3).

**Tableau 2.3. Le fait d'être confronté à des difficultés pendant la pandémie de COVID-19 est associé à la perception de plus grandes inégalités de revenu et d'une persistance intergénérationnelle plus forte**

Hausse en points de pourcentage des perceptions relatives aux inégalités économiques si les conditions de vie du répondant ou d'un membre de son foyer ont changé à cause de la pandémie

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Perception de la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches			Perception de la persistance intergénérationnelle parmi les 10 % les plus pauvres		
Problème de santé ou difficulté économique pendant la pandémie	2.6*** (0.4)	2.2*** (0.4)		3.1*** (0.4)	2.7*** (0.4)	
Problèmes de santé physique ou mentale à cause de la pandémie			2.5*** (0.4)			2.2*** (0.4)
Perturbations professionnelles en lien pendant la pandémie			-0.1 (0.4)			0.5 (0.4)
Difficultés à joindre les deux bouts pendant la pandémie			2.6*** (0.5)			1.1** (0.5)
Déclare que la situation financière du foyer s'est dégradée pendant la pandémie	2.2*** (0.4)	1.3*** (0.5)	0.7 (0.5)	2.1*** (0.4)	1.0** (0.5)	1.0* (0.5)
Effets fixes par pays	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris	Compris
Caractéristiques du foyer ou individuelles		Compris	Compris		Compris	Compris
Observations	25181	24526	24526	25181	24526	24526

Note : \* Indique la significativité statistique au niveau de 10 %, \*\* 5 %, \*\*\* 1 %. Erreurs types robustes entre parenthèses. Les résultats sont issus de régressions MCO qui intègrent des effets fixes par pays et sont pondérées par poids d'échantillon (recalculé de sorte que les poids sont équivalents à 1 dans chaque pays). Les caractéristiques du foyer ou individuelles comprennent l'âge, l'âge<sup>2</sup>, la taille du ménage, le nombre d'enfants et des variables indicatrices pour : le décile de revenu disponible du ménage, le sexe, le niveau d'instruction, le statut professionnel, le statut marital, la taille de la ville (comprenant un indicateur pour valeur manquante), le régime d'occupation du logement, les changements perçus concernant l'économie nationale et la situation financière du ménage par rapport aux 12 mois passés (sur une échelle de Likert à 5 points allant du bien pire au bien mieux ; la catégorie correspondant au bien mieux a été fusionnée avec celle du mieux compte tenu du faible nombre de réponses). La régression comporte également une variable indicatrice pour ceux qui ont choisi « Je préfère ne pas répondre » à la question au sujet des problèmes de santé physique ou mentale. *Des risques qui comptent* a été menée en septembre-octobre 2020.

Source : Calculs de l'OCDE d'après l'enquête 2020 *Des risques qui comptent*.

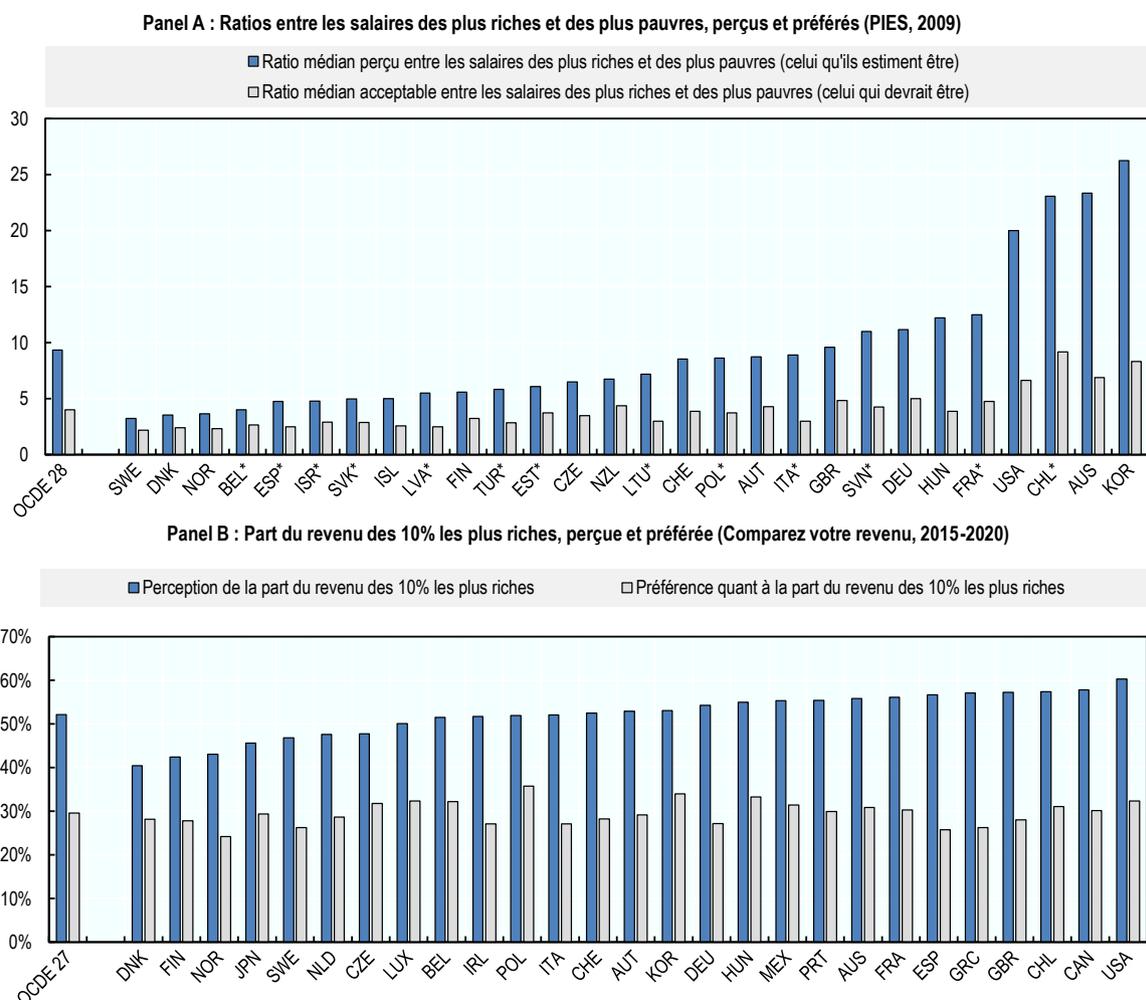
StatLink  <https://stat.link/mfc5r1>

## 2.3. Dans quelle mesure les personnes tolèrent les inégalités

### **Les préférences en matière de disparités économiques sont inférieures et plus homogènes entre les pays**

Dans tous les pays, les disparités économiques que les personnes sont prêtes à accepter (c'est-à-dire leurs préférences) sont nettement inférieures à celles qu'elles perçoivent. Dans tous les pays de l'OCDE et de l'UE couverts par le PIES 2009, le ratio médian préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas - les salaires que les personnes jugent acceptables - équivaut à moins de la moitié du ratio qu'ils perçoivent, soit 4 contre 9 (Graphique 2.15). De même, l'outil numérique Comparez votre revenu indique que, dans les pays de l'OCDE pour lesquels les données sont disponibles, la préférence quant à la part du revenu des 10 % les plus riches affiche près de 20 points de pourcentage de moins en moyenne que la part perçue (Balestra et Cohen, 2021<sup>[41]</sup>).<sup>12</sup>

### Graphique 2.15. Les inégalités perçues en matière de résultats économiques sont bien plus importantes que les préférences dans ce domaine



Note : dans le panel A, les pays marqués d'une \* collectent des données sur les salaires après impôts perçus/préférés alors que les autres pays collectent des données sur les salaires avant impôts perçus/préférés.

Source : Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2009 (panel A) ; Comparez votre revenu, 2015-2020 (jusqu'à mai 2020 ; panel B).

StatLink  <https://stat.link/2c0iwf>

Les préférences quant aux niveaux d'inégalités, à la fois en termes de salaires et de revenus, sont également plus homogènes dans les différents pays que les niveaux perçus dans le domaine. Le ratio considéré comme acceptable entre les salaires des plus riches et des plus pauvres va de 2, en Suède, à 9 au Chili, contre 3 et 20 respectivement pour les niveaux perçus. La part du revenu des 10 % les plus riches considérée comme acceptable est plus basse en Norvège où elle affiche 24 % et plus élevée en Pologne, avec 36 %, alors que les parts perçues varient entre 40 % et 60 %. La plupart des gens tolèrent un certain degré d'inégalité. En effet, le ratio médian « acceptable » des salaires est toujours loin de 1 et la moyenne de la part du revenu détenue par 10 % des plus riches considérée comme souhaitable est toujours plus élevée que sa valeur réelle (qui est de 10 %).

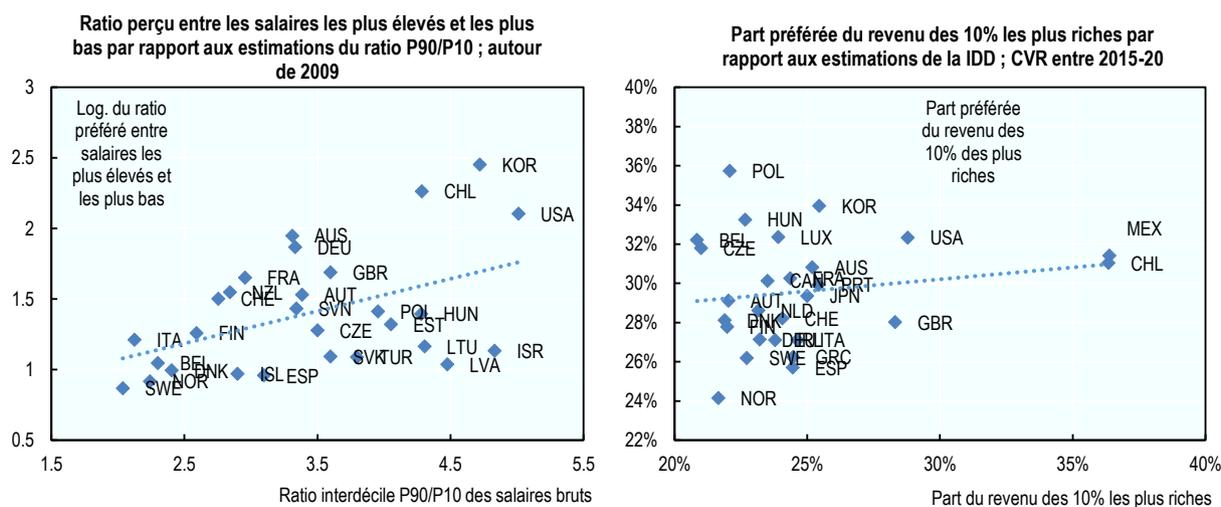
***Les préférences en matière d'écart de salaires sont plus élevées dans les pays où les inégalités sont plus fortes***

La faible corrélation entre les préoccupations quant aux disparités de revenu et les mesures traditionnelles réalisées dans ce domaine (Graphique 2.3) peut potentiellement s'expliquer par le fait que les personnes des pays où les inégalités sont plus fortes ont tendance à les tolérer davantage.<sup>13</sup>

Les données relatives aux ratios préférés entre les salaires des plus riches et des plus pauvres vont dans le sens de cette hypothèse (Graphique 2.16). Dans les pays où les écarts de salaire brut sont plus élevés, les préférences en la matière le sont également (d'après les mesures de l'enquête PIES). Australie et les États-Unis en sont de bons exemples. Dans ces deux pays, la valeur médiane des ratios entre les salaires des déciles supérieurs et inférieurs, perçus par les personnes interrogées, est élevée – 23 en Australie et 20 aux États-Unis selon le PIES 2009, contre 9 en moyenne pour l'OCDE. Mais ils sont également prêts à tolérer des ratios avoisinant 7, contre 4 en moyenne pour l'OCDE.

En revanche, cette hypothèse n'est pas étayée par les données de l'outil numérique Comparez votre revenu. D'après cet outil, les niveaux de préférence concernant la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches ne sont pas supérieurs dans les pays où les inégalités sont fortes. Ces données contradictoires, en faveur et à l'encontre de l'hypothèse, peuvent s'expliquer par le fait que les personnes sont plus prêtes à accepter des écarts de salaire plus importants (comme le montre le PIES) plutôt que des différences dans les revenus des ménages (comme le montre Comparez votre revenu) donc ils adaptent leurs préférences plus facilement aux niveaux réels. En effet, les préférences peuvent être plus homogènes lorsqu'il s'agit de disparités parmi les revenus des ménages, qui tiennent compte des impôts et des transferts.

## Graphique 2.16. Le niveau des inégalités de revenu et de salaire préférées est plus élevé dans les pays où les inégalités touchent les salaires et non les revenus



Source : Programme international d'enquêtes sociales (PIES) 2009 pour le ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas ; Comparez votre revenu 2015-20 pour la part préférée du revenu des 10 % les plus riches ; Base de données des salaires de l'OCDE pour le ratio interdécile P90/P10 des salaires bruts ; Base de données de l'OCDE sur la Distribution des revenus (moyenne calculée à partir des années disponibles à compter de 2015) pour la part du revenu des 10 % les plus riches.

StatLink  <https://stat.link/y5u8wb>

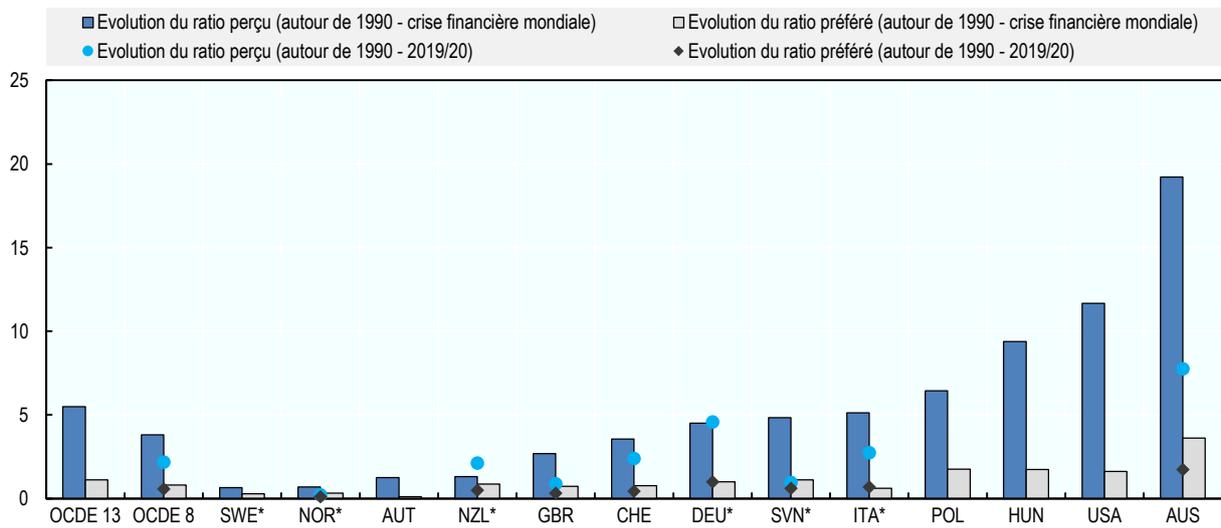
Selon une autre interprétation, les personnes se forment leur propre notion du ratio qu'ils souhaiteraient voir entre les salaires les plus élevés et les plus bas à partir de leur estimation du ratio actuel (Osberg et Smeeding, 2006<sup>[49]</sup> ; Pedersen et Mutz, 2018<sup>[50]</sup>), comme le confirme la proche corrélation entre les logarithmes des ratios perçus et préférés au niveau individuel (0.69 pour la vague de 2009 du PIES).<sup>14</sup> Ceci ne s'applique pas aux parts perçues et préférées du revenu détenues par les 10 % les plus riches qui ne sont presque pas corrélées au niveau individuel dans les données de Comparez votre revenu. Cette corrélation est peut-être très faible parce que les répondants considèrent la part du revenu détenue par les 10 % les plus riches comme un concept éloigné puisqu'ils sont peu à se considérer comme appartenant à cette portion de la population (Balestra et Cohen, 2021<sup>[41]</sup>). Les répondants sont donc plus susceptibles d'envisager leur préférence vis-à-vis de la part du revenu des 10 % les plus riches d'un point de vue purement altruiste, même s'ils font partie de ce groupe (ou pourraient être amenés à en faire partie à l'avenir). Par conséquent, les réponses sont plus homogènes et se rapprochent d'un « idéal ».

### **Le niveau de disparités de salaire préféré a fortement augmenté au fil du temps**

Entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale, le niveau de disparités préféré a augmenté mais dans une moindre proportion que le niveau de disparités perçu (Graphique 2.17), ce qui n'a compensé qu'en partie cette hausse. Les écarts entre les ratios préférés et perçus entre les salaires des plus riches et des plus pauvres permettent de mesurer les préoccupations quant aux écarts de salaires parce que cela traduit la tension entre ce que les personnes perçoivent et ce qu'elles sont prêtes à accepter. Dans la droite ligne de l'étude de Schneider (2011<sup>[51]</sup>), cet écart est donné par la différence logarithmique entre les deux ratios, soit un ratio de ratios. L'évolution de cet écart peut être attribuée à des hausses des ratios perçus ou des augmentations des ratios préférés (Graphique 2.18, panel A).

## Graphique 2.17. Le ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté avec le temps mais moins que le ratio perçu

Évolutions de la valeur médiane des ratios perçus et préférés entre les revenus les plus élevés et les plus bas



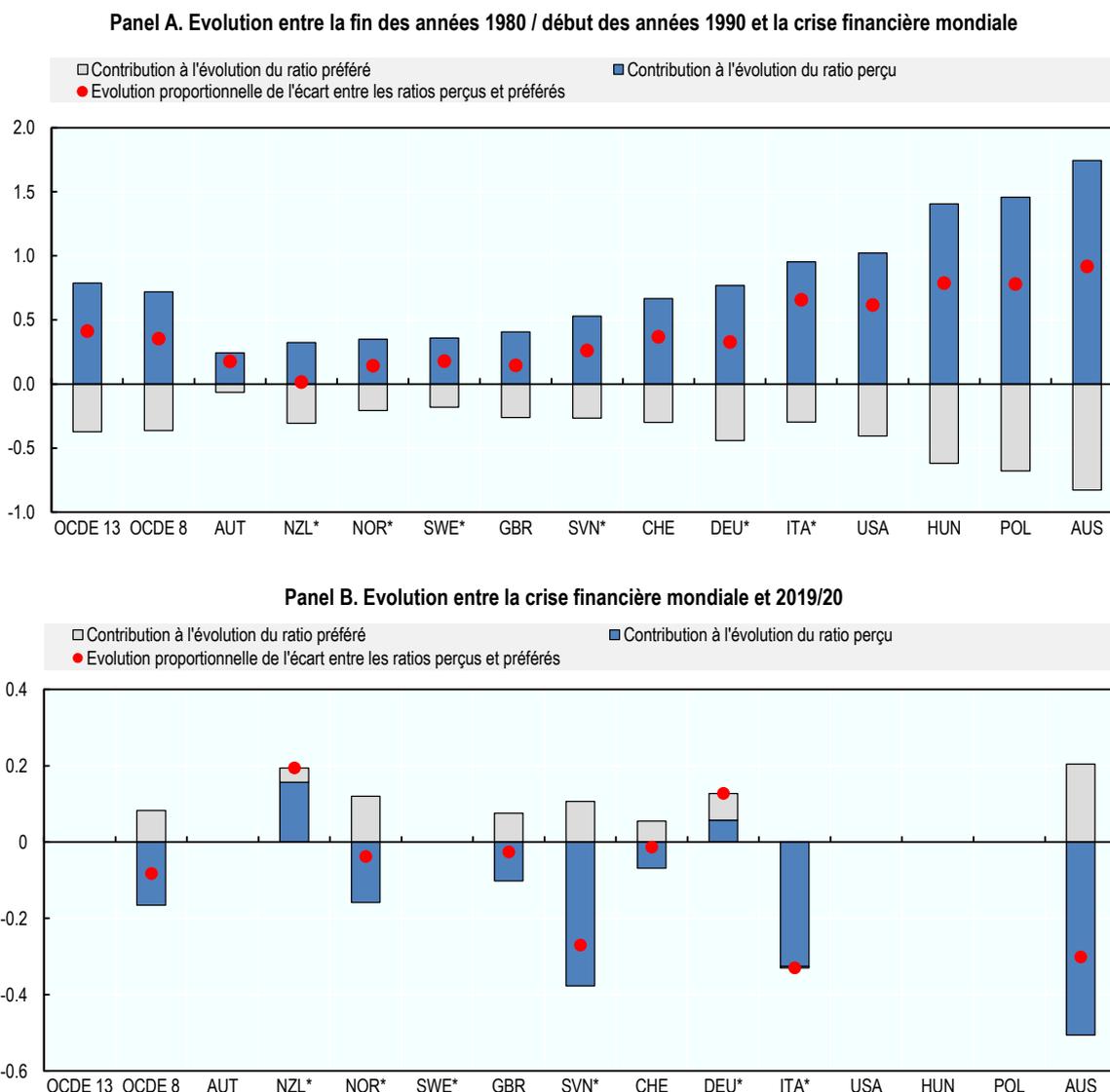
Note : Les pays notés par une \* ont été étudiés entre le PIES 1992 et 2009 et les autres entre 1987 et 2009.

Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/ucpvf>

## Graphique 2.18. Au fil du temps, la hausse du niveau toléré des disparités de salaire n'a que partiellement compensé la perception de disparités croissantes

Comment les ratios des salaires perçus et préférés contribuent chacun à faire évoluer globalement l'écart entre ces deux ratios



Note : entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale en Australie, le logarithme moyen du ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas a augmenté de 1.75 (ce qui correspond à une hausse d'environ 4.7 fois le ratio moyen perçu), alors que le logarithme moyen du ratio préféré a augmenté de 0.8 (soit 1.3 fois plus que le ratio moyen perçu) ; par conséquent, l'écart entre les ratios perçus et préférés a augmenté de 0.9 en donnée logarithmique (ou est 1.5 fois plus important selon l'échelle d'origine). Ces changements ne correspondent que globalement à ce que l'on peut observer dans le Graphique 2.17 puisque le graphique présente les logarithmes moyens alors que le Graphique 2.17 présente la valeur médiane du ratio suivant son échelle d'origine. La variation en logarithme est utilisée pour estimer l'évolution proportionnelle des variables et pour simplifier la décomposition selon les deux composantes (croyances et préférences). Les pays notés par une \* sont étudiés depuis le PIES 1992 alors que les autres depuis 1987.

Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

Si les ratios perçus ont progressé dans la plupart des pays, les niveaux tolérés de disparités aussi. Par conséquent, les préoccupations des individus au sujet des disparités de salaires ont diminué compte tenu de l'évolution des préférences. En effet, si les préférences en matière de disparités de salaires n'avaient pas augmenté, l'accroissement moyen de l'écart entre les disparités perçues et préférées dans les pays de l'OCDE aurait été presque deux fois plus important. Cet effet de compensation a été particulièrement fort en Australie, mais aussi en Pologne et en Hongrie, des pays où les écarts salariaux importants étaient très mal acceptés au départ – à la fin des années 1980, les ratios médians étaient de 2/1 et 2/2, respectivement (comme en Norvège et en Suède au début des années 1990).

Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière mondiale, une légère baisse du ratio préféré entre les salaires les plus élevés et les plus bas a été observée dans la plupart des pays du PIES jusqu'en 2019 (Graphique 2.18, panel B). En Norvège, Suisse et au Royaume-Uni, la baisse a compensé celle du ratio perçu, comme en Australie, Italie et Slovénie, dans une moindre mesure. Toutefois, il n'y a qu'en Slovénie que l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées a atteint les niveaux du début des années 1990. Enfin, en Nouvelle-Zélande et Allemagne, où la dernière vague du PIES a été menée pendant la pandémie de COVID-19, les disparités de salaires préférées ont baissé alors que les niveaux perçus ont augmenté, entraînant ainsi une hausse des préoccupations.

La hausse de l'ampleur tolérée des disparités de salaire entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale a été plus raide dans les pays où les niveaux de disparités perçus ont le plus progressé. Cette tendance peut traduire des « préférences adaptatives » – quand les personnes s'habituent à vivre dans une société moins égalitaire, ils les acceptent davantage (Benabou et Tirole, 2006<sup>[52]</sup>). Toutefois, l'évolution au fil du temps des préférences relatives au ratio entre les salaires les plus élevés et les plus bas peut aussi s'expliquer par la tendance des personnes interrogées à se forger leur idée des disparités « acceptables » à partir des différences de revenu qu'ils perçoivent, comme cela a été abordé précédemment. Bien que les données ne permettent pas de choisir entre l'une ou l'autre des explications, il est important de souligner que les perceptions de disparités de salaire importantes ont tendance à être compensées par les préférences dans ce même domaine, ce qui entraîne une hausse moins prononcée des préoccupations à cet égard. Des données tirées d'expériences d'étude en Suède et aux États-Unis montrent que les personnes adaptent leurs préférences lorsqu'ils reçoivent l'information selon laquelle les niveaux actuels d'inégalités sont élevés (Trump, 2018<sup>[14]</sup>). Toutefois, les éléments de preuve de ce mécanisme sont encore limités.<sup>15</sup>

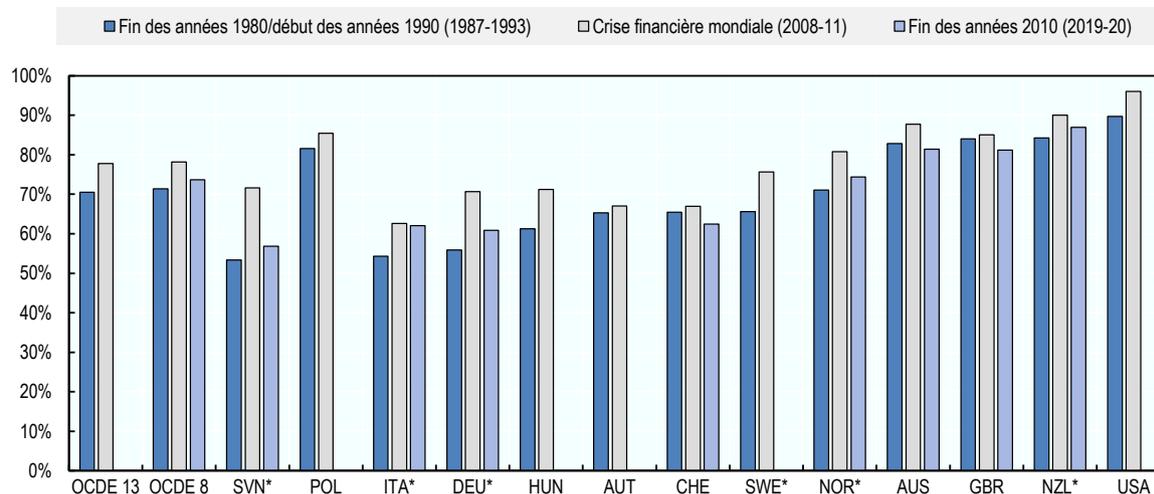
Les niveaux préférés de disparités de revenu et de salaire ont également pu augmenter à cause de la propagation de l'idée selon laquelle le fait de travailler dur compte plus que la chance ou la situation personnelle pour réussir dans la vie (Mijis, 2019<sup>[22]</sup>). Et de telles idées peuvent en effet s'intensifier au fil du temps. En effet, d'après le modèle proposé par Alesina et Angeletos (2005<sup>[53]</sup>), l'idée largement répandue selon laquelle le travail acharné compte plus que la chance pourrait donner naissance à une société dans laquelle la redistribution et les impôts sont faibles. Une telle société ancrerait la conviction selon laquelle l'effort individuel détermine le succès individuel, et l'idée de méritocratie du départ finirait par se révéler juste par la réalité (Piketty, 1995<sup>[54]</sup>). Les différences internationales quant à l'idée de la méritocratie, attribuables, notamment, à l'histoire, pourraient finalement contribuer à la création de deux sociétés proposant des régimes de protection sociale différents.

L'idée selon laquelle il est important de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé dans la plupart des pays entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale (Graphique 2.19 et Mijis (2019<sup>[22]</sup>)). Toutefois, contrairement à la prévision du modèle d'Alesina et Angeletos (2005<sup>[53]</sup>) selon laquelle les différences entre les pays se creuseraient au fil du temps, des signes de convergence ont été observés puisque les pays qui ont le plus évolué sont ceux qui accordaient au départ le moins d'importance au fait de travailler dur.

Entre 2010 et 2019, toutefois, l'importance accordée au travail semble avoir diminué, d'après les données par pays disponibles du PIES 2019. Elle a retrouvé son niveau moyen de la fin des années 1980 et du début des années 1990. Ceci peut expliquer en partie pourquoi les préoccupations relatives aux disparités de revenu et de salaire ont enregistré une baisse limitée depuis la crise financière mondiale alors que le ratio perçu entre les revenus les plus élevés et les plus faibles s'est contracté.

### Graphique 2.19. L'idée selon laquelle il est important de travailler dur pour réussir dans la vie a progressé pendant les deux décennies qui ont précédé la crise financière mondiale

Pourcentage de personnes interrogées qui estiment que le fait de travailler dur est très important ou essentiel pour réussir dans la vie



Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/twhecq>

#### **Résumé : les perceptions de disparités plus importantes expliquent dans une large mesure la hausse des préoccupations**

Selon les pays, des différences importantes existent quant aux niveaux et aux évolutions des préoccupations relatives aux disparités de revenu. Pour les expliquer, il est fondamental de comprendre quelle est l'influence des perceptions et des préférences relatives aux disparités de résultats (comme les salaires), des perceptions de la persistance intergénérationnelle et des convictions quant à l'importance du travail pour réussir dans la vie.

Les colonnes 1-3 du Tableau 2.4 indiquent que plus le niveau des disparités de salaire perçues est élevé, plus les préoccupations relatives aux disparités de résultats augmentent alors qu'elles diminuent lorsque le niveau de disparités tolérées évolue à la hausse. L'idée selon laquelle les caractéristiques des parents influencent la réussite dans la vie engendre une hausse des préoccupations quant aux disparités de revenu alors que l'idée selon laquelle il est important de travailler dur a l'effet inverse. Il est important de noter que les publications sur les enquêtes expérimentales confirment le rôle de ces différents facteurs. Des expériences liées aux informations valident l'importance des perceptions relatives aux disparités économiques et à la persistance intergénérationnelle (Encadré 2.1), alors que des expériences en laboratoire confirment l'importance du rôle que joue l'idée d'un travail assidu (Durante, Putterman et van der Weele, 2014<sup>[55]</sup> ; Almás, Cappelen et Tungodden, 2020<sup>[23]</sup>).

**Tableau 2.4. Les préoccupations au sujet des disparités de revenu dépendent de la combinaison des perceptions et des préférences**

Hausse en points de pourcentage du nombre de répondants tout à fait d'accord avec le fait que les disparités de revenu sont trop importantes, associée à 1 % (ou une hausse de 1 point de pourcentage) des différents facteurs

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Régression selon les pays, vague 2009			Régression selon l'effet fixe par pays, 1987-2019		
Rapport perçu entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	0.432**		0.296*	0.382***		0.448***
	(0.173)		(0.164)	(0.0642)		(0.0778)
Rapport préféré entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus bas	-0.594**		-0.428*	-0.465***		-0.534***
	(0.214)		(0.213)	(0.103)		(0.124)
Indice de persistance intergénérationnelle perçue		0.711***	0.613**			
		(0.202)	(0.236)			
Proportion de ceux qui pensent qu'il est important de travailler dur pour réussir dans la vie		-0.441	-0.441*			
		(0.266)	(0.248)			
Proportion de ceux qui pensent qu'il est important de travailler dur pour réussir dans la vie					0.258	-0.410
					(0.233)	(0.238)
Observations	28	30	28	62	80	62
Pays				21	25	21

Note : \*\*\* Indique la significativité statistique au niveau de 1 %, \*\* 5 %, \* 10 %. Régressions par pays.

Source : Calculs de l'OCDE tirés du PIES 1987, 1992, 1999, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/ktcew7>

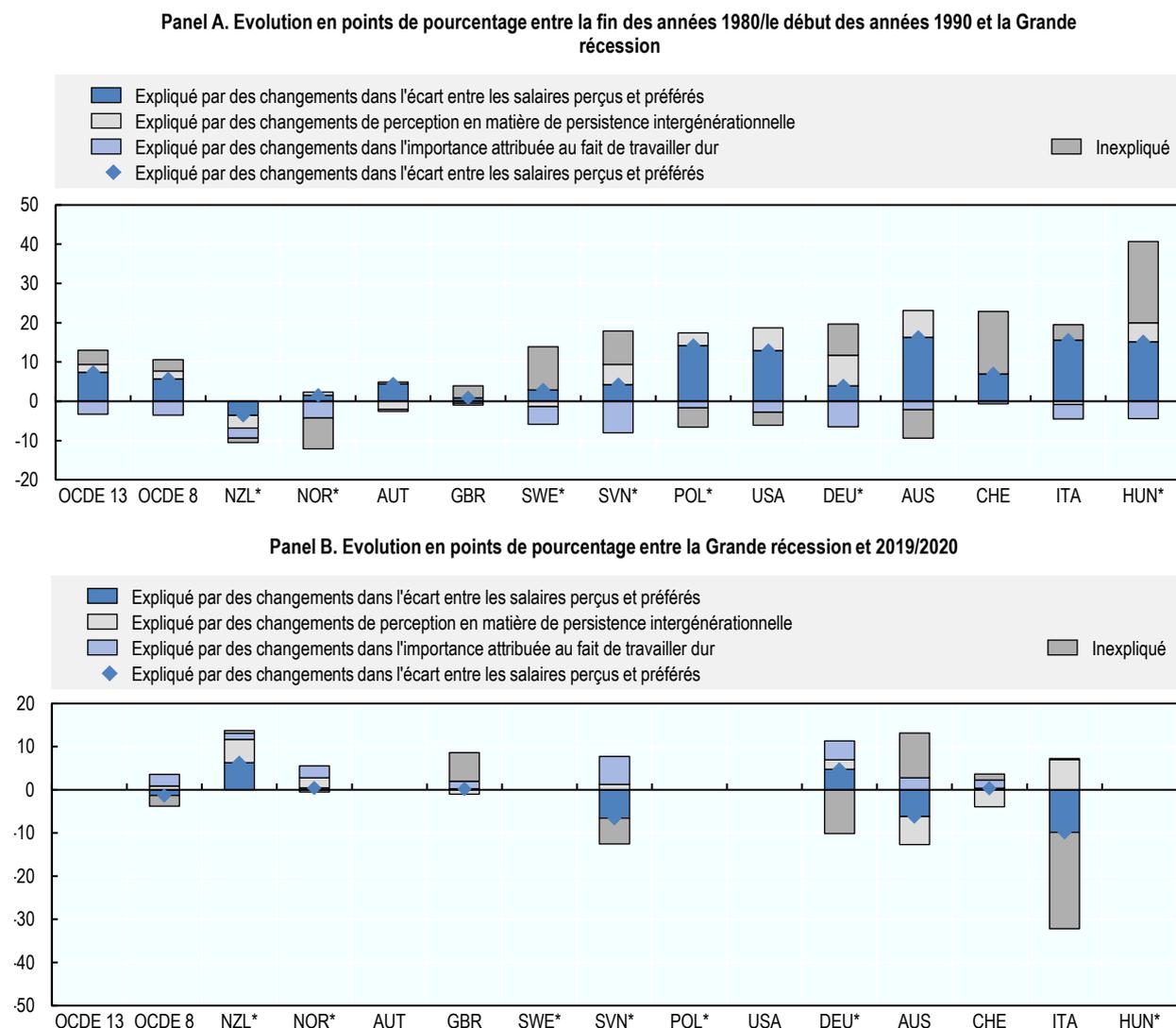
Le facteur déclencheur le plus évident de la hausse des préoccupations relatives aux disparités de revenu entre la fin des années 1980 et la crise financière mondiale était le creusement de l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées. Le panel A du Graphique 2.20 propose une illustration simple de l'importance relative des différents facteurs dans l'explication des changements apparus au fil du temps dans les préoccupations relatives aux disparités de revenu :<sup>16</sup>

- l'écart entre perceptions et préférences en matière de disparités de salaire,
- la persistance intergénérationnelle perçue,
- l'idée qu'il est important de travailler dur.

L'écart croissant entre les perceptions et les préférences en matière de disparités de salaire joue un rôle significatif dans la plupart des pays.<sup>17</sup> En revanche, l'évolution des perceptions en matière de persistance intergénérationnelle a peu d'incidence dans la plupart des pays (mis à part en Allemagne, Australie, aux États-Unis et en Slovaquie). Enfin, la hausse de l'idée selon laquelle il est important de travailler dur a entraîné une baisse des préoccupations dans tous les pays, quoique légère pour certains.

Pendant la décennie entre 2010 et 2019 (panel B), la diminution de la perception selon laquelle il est important de travailler dur, dans tous les pays à l'exception de l'Italie, a entraîné une hausse des préoccupations. La contribution de la persistance intergénérationnelle perçue était là encore hétérogène et, en moyenne, relativement faible. En Allemagne et en Nouvelle-Zélande, où la dernière vague du PIES a été réalisée pendant la pandémie de COVID-19, les trois facteurs ont été bénéfiques pour les préoccupations relatives aux inégalités de revenu.

## Graphique 2.20. L'évolution à long terme des préoccupations relatives aux disparités économiques a été essentiellement induite par le creusement de l'écart entre les disparités de salaire perçues et préférées



Note : les préoccupations se réfèrent aux disparités de revenu alors que les perceptions et préférences portent sur les disparités de salaire. La décomposition est calculée à partir des coefficients de la colonne (3) du tableau 2.4. Pour la Pologne, l'évolution porte sur les différences entre les PIES 1992 et 2009, alors que l'évolution du ratio entre les salaires les plus élevés et les plus bas considère comme vague de base celle du PIES 1987 (le PIES 1992 ne peut être utilisé parce que c'est la seule vague qui porte sur les salaires bruts). Les pays notés par une \* ont été étudiés entre le PIES 1992 et 2009 et les autres entre 1987 et 2009.

Source : PIES 1987, 1992, 2009 et 2019.

StatLink  <https://stat.link/9krfts>

## Bibliographie

- Acciari, P., A. Polo et G. Violante (2019), « *And Yet It Moves* »: *Intergenerational Mobility in Italy*, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/w25732>. [39]
- Alesina, A. et G. Angeletos (2005), « Fairness and Redistribution », *American Economic Review*, vol. 95/4, pp. 960-980, <https://doi.org/10.1257/0002828054825655>. [53]
- Alesina, A. et P. Giuliano (2011), « Preferences for Redistribution », dans *Handbook of Social Economics*, Elsevier, <https://doi.org/10.1016/b978-0-444-53187-2.00004-8>. [16]
- Alesina, A., S. Stantcheva et E. Teso (2018), « Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution », *American Economic Review*, vol. 108/2, pp. 521-554, <https://doi.org/10.1257/aer.20162015>. [30]
- Almås, I., A. Cappelen et B. Tungodden (2020), « Cutthroat Capitalism versus Cuddly Socialism: Are Americans More Meritocratic and Efficiency-Seeking than Scandinavians? », *Journal of Political Economy*, vol. 128/5, pp. 1753-1788, <https://doi.org/10.1086/705551>. [23]
- Ariely, D. et M. Norton (2013), « American's desire for less wealth inequality does not depend on how you ask them », *Judgment and Decision Making*, vol. 8/3, pp. 393-394. [44]
- Balestra, C. et G. Cohen (2021), « Income Inequality through People's Lenses: Evidence from the OECD Compare your Income Web-tool, \*, Paris, forthcoming. », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, à paraître. [41]
- Benabou, R. et E. Ok (2001), « Social Mobility and the Demand for Redistribution: The Poupou Hypothesis », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 116/2, pp. 447-487, <https://doi.org/10.1162/00335530151144078>. [27]
- Benabou, R. et J. Tirole (2006), « Belief in a Just World and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 121/2, pp. 699-746, <https://doi.org/10.1162/qjec.2006.121.2.699>. [52]
- Benson, R. et al. (2021), *Attitudes to inequalities*, Institute for Fiscal Studies, <https://ifs.org.uk/inequality/attitudes-to-inequalities/>. [24]
- Blundell, R. et al. (2020), « COVID-19 and Inequalities », *Fiscal Studies*, vol. 41/2, pp. 291-319, <https://doi.org/10.1111/1475-5890.12232>. [47]
- Browman, A., M. Destin et D. Miele (2020), « The Perception of Economic Inequality Weakens Americans' Beliefs in Both Upward and Downward Socioeconomic Mobility », *Mimeo*. [33]
- Brunori, P. (2017), « The Perception of Inequality of Opportunity in Europe », *Review of Income and Wealth*, vol. 63/3, pp. 464-491, <https://doi.org/10.1111/roiw.12259>. [31]
- Bussolo, M. et al. (2019), « I Perceive therefore I Demand: The Formation of Inequality Perceptions and Demand for Redistribution », *Policy Research working paper*, n° WPS 8929, Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C. [2]
- Campos-Vazquez, R. et al. (2020), « Perception of inequality and social mobility in Mexico », *AFD Research papers*. [57]

- Cheng, S. et F. Wen (2019), « Americans overestimate the intergenerational persistence in income ranks », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 116/28, pp. 13909-13914, <https://doi.org/10.1073/pnas.1814688116>. [56]
- Chetty, R. et al. (2014), « Where is the land of Opportunity? The Geography of Intergenerational Mobility in the United States \* », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129/4, pp. 1553-1623, <https://doi.org/10.1093/qje/qju022>. [29]
- Ciani, E., L. Fréget et T. Manfredi (à paraître), « Learning about inequality and preferences for redistribution: A meta-analysis of in-survey informational experiments ». [37]
- Ciani, E. et al. (2021), « Perceptions of inequality across OECD and EU countries: Long term trends and recent evidence », *OECD WISE Working Paper series* No. 2. [1]
- Clark, A. et C. D'Ambrosio (2015), « Attitudes to Income Inequality », dans *Handbook of Income Distribution*, Elsevier, <https://doi.org/10.1016/b978-0-444-59428-0.00014-x>. [20]
- Colagrossi, M., S. Karagiannis et R. Raab (2019), « The Median Voter Takes it All: Preferences for Redistribution and Income Inequality in the EU-28 », *Publications Office of the European Union*, n° 2019/6, <https://data.europa.eu/doi/10.2760/797251>. [7]
- Daniels, J. et M. Wang (2019), « Qu'en pensez-vous ? Success: is it luck or is it hard work? », *Applied Economics Letters*, vol. 26/21, pp. 1734-1738, <https://doi.org/10.1080/13504851.2019.1593930>. [21]
- Davidai, S. (2018), « Why do Americans believe in economic mobility? Economic inequality, external attributions of wealth and poverty, and the belief in economic mobility », *Journal of Experimental Social Psychology*, vol. 79, pp. 138-148, <https://doi.org/10.1016/j.jesp.2018.07.012>. [32]
- Domènech-Arumí, G. (2021), « Neighborhoods, Perceived Inequality, and Preferences for Redistribution: Evidence from Barcelona », *mimeo*, <https://sites.google.com/site/domenechweb/jmp>. [36]
- Durante, R., L. Putterman et J. van der Weele (2014), « Preferences for Redistribution and Perception of Fairness: An Experimental Study », *Journal of the European Economic Association*, vol. 12/4, pp. 1059-1086, <https://doi.org/10.1111/jeea.12082>. [55]
- Eriksson, K. et B. Simpson (2012), « What do Americans know about inequality? It depends on how you ask them », *Judgement and Decision Making*, vol. 7/6, pp. 741-745. [43]
- Fisman, R., I. Kuziemko et S. Vannutelli (2020), « Distributional Preferences in Larger Groups: Keeping up with the Joneses and Keeping Track of the Tails », *Journal of the European Economic Association*, <https://doi.org/10.1093/jeea/jvaa033>. [13]
- Fong, C. (2001), *Social preferences, self-interest, and the demand for redistribution*, <http://www.elsevier.nl/locate/econbase>. [18]
- Franco, W. (2017), « Understanding Public Perceptions of Growing Economic Inequality », *State Politics & Policy Quarterly*, vol. 17/3, pp. 319-348, <https://doi.org/10.1177/1532440017707799>. [11]

- Garret, C. et H. Day (2021), *Perceptions of Inequality in the UK*, Institute of Fiscal Studies, [25]  
<https://ifs.org.uk/inequality/perceptions-of-inequality-in-the-uk-quantitative-survey-for-the-ifs-deaton-review/>.
- Giger, N. et D. Lascombes (2019), « Growing income inequality, growing legitimacy: A longitudinal approach to perceptions of inequality », *Unequal Democracies Working Paper*, n° 11, University of Geneva, [8]  
<https://unequaldemocracies.unige.ch/files/4515/9370/6124/wp11final.pdf>.
- Gimpelson, V. et D. Treisman (2018), « Misperceiving inequality », *Economics and Politics*, [3]  
 vol. 30/1, pp. 27-54, <https://doi.org/10.1111/ecpo.12103>.
- Hoy, C. et F. Mager (2020), « American Exceptionalism? Differences in the Elasticity of Preferences for Redistribution between the United States and Western Europe », *ECINEQ Working Paper*. [38]
- Jachimowicz, J. et al. (2020), *Inequality in Researchers' Minds: Four Guiding Questions for Studying Subjective Perceptions of Economic Inequality*, Center for Open Science, [42]  
<https://doi.org/10.31234/osf.io/gn2z5>.
- Karayel, A. (2015), « Income Inequality Tolerance and Preferences for Redistribution in Turkey », *European Journal of Economics and Business Studies*, vol. 1/3, pp. 98-105, [19]  
<http://journals.euser.org/index.php/ejes/article/view/492> (consulté le 7 février 2021).
- Kerr, W. (2014), « Income inequality and social preferences for redistribution and compensation differentials », *Journal of Monetary Economics*, vol. 66, pp. 62-78, [4]  
<https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2014.03.002>.
- Kuhn, A. (2019), « The individual (mis-)perception of wage inequality: measurement, correlates and implications », *Empirical Economics*, <https://doi.org/10.1007/s00181-019-01722-4>. [6]
- Leigh, A. (2013), *Battlers and Billionaires: The Story of Inequality in Australia*, Black Inc. [46]
- Lupu, N. et J. Pontusson (2011), « The Structure of Inequality and the Politics of Redistribution », *American Political Science Review*, vol. 105/2, pp. 316-336, [12]  
<https://doi.org/10.1017/s0003055411000128>.
- Macdonald, D. (2019), « Trust in Government and the American Public's Responsiveness to Rising Inequality », *Political Research Quarterly*, vol. 73/4, pp. 790-804, [26]  
<https://doi.org/10.1177/1065912919856110>.
- McCall, L. et al. (2017), « Exposure to rising inequality shapes Americans' opportunity beliefs and policy support », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 114/36, [5]  
 pp. 9593-9598, <https://doi.org/10.1073/pnas.1706253114>.
- Meltzer, A. et S. Richard (1981), « A Rational Theory of the Size of Government », *Journal of Political Economy*, vol. 89/5, <https://doi.org/10.1086/261013>. [17]
- Mijs, J. (2019), « The paradox of inequality: income inequality and belief in meritocracy go hand in hand », *Socio-Economic Review*, <https://doi.org/10.1093/ser/mwy051>. [22]
- Newman, B., S. Shah et E. Lauterbach (2018), « Who sees an hourglass? Assessing citizens' perception of local economic inequality », *Research & Politics*, vol. 5/3, p. 205316801879397, [10]  
<https://doi.org/10.1177/2053168018793974>.

- OCDE (2021), *Main Findings from the 2020 Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, [48]  
<https://doi.org/10.1787/b9e85cf5-en>.
- OCDE (2018), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, Éditions OCDE, Paris, [28]  
<https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>.
- Osberg, L. et T. Smeeding (2006), « "Fair" Inequality? Attitudes toward Pay Differentials: The United States in Comparative Perspective », *American Sociological Review*, vol. 71/3, [49]  
 pp. 450-473, <https://doi.org/10.1177/000312240607100305>.
- Pedersen, R. et D. Mutz (2018), « Attitudes Toward Economic Inequality: The Illusory Agreement », *Political Science Research and Methods*, vol. 7/04, pp. 835-851, [50]  
<https://doi.org/10.1017/psrm.2018.18>.
- Phillips, L. et al. (2020), *Inequality in People's Minds*, Center for Open Science, [40]  
<https://doi.org/10.31234/osf.io/vawh9>.
- Piketty, T. (1995), « Social Mobility and Redistributive Politics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110/3, pp. 551-584, [54]  
<https://doi.org/10.2307/2946692>.
- Roth, C. et J. Wohlfart (2018), « Experienced inequality and preferences for redistribution », [35]  
*Journal of Public Economics*, vol. 167, pp. 251-262,  
<https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2018.09.012>.
- Rueda, D. et D. Stegmueller (2020), « Preferences that Matter: Inequality, Redistribution and Voting », *mimeo*. [15]
- Schneider, S. (2011), « Income Inequality and its Consequences for Life Satisfaction: What Role do Social Cognitions Play? », *Social Indicators Research*, vol. 106/3, pp. 419-438, [51]  
<https://doi.org/10.1007/s11205-011-9816-7>.
- Shariff, A., Wiwad D et L. Akin (2016), « Income Mobility Breeds Tolerance for Income Inequality: Cross-National and Experimental Evidence », *Perspectives on Psychological Science*, vol. 11/3, pp. 373-380. [34]
- Swan, L. et al. (2017), « How should we measure Americans' perceptions of socio-economic mobility? », *Judgment and Decision Making*, vol. 12/5. [45]
- Trump, K. (2018), « Income Inequality Influences Perceptions of Legitimate Income Differences », *British Journal of Political Science*, vol. 48/4, pp. 929-952, [14]  
<https://doi.org/10.1017/S0007123416000326>.
- Xu, P. et J. Garand (2010), « Economic Context and Americans' Perceptions of Income Inequality », *Social Science Quarterly*, vol. 91/5, pp. 1220-1241, [9]  
<https://doi.org/10.1111/j.1540-6237.2010.00729.x>.

## Annexe 2.A. Sources des données

### Programme international d'enquêtes sociales

Le PIES est une enquête de longue date qui s'intéresse au domaine social. Il recueille les perceptions et opinions d'un échantillon représentatif de répondants dans un large éventail de pays. Chaque année il porte sur un sujet spécifique. Le module sur les inégalités sociales a été mené lors des vagues de 1987, 1992, 1999 et 2009. Il est réalisé par des comités nationaux du PIES auprès d'un échantillon représentatif de la population du pays. L'année de l'étude varie selon les pays mais le programme est généralement réalisé dans les 2 ans de « l'année du module », soit entre 2008 et 2011 pour le module de 2009. Le module de 2017, qui portait sur les réseaux sociaux, comprenait également des questions sur les inégalités de revenu et les préférences en matière de redistribution mais toutes les autres variables ne sont pas citées dans le présent rapport. Les principales variables reprises ici sont les mêmes pour toutes les années et pour les différents pays observés. Il existe quelques exceptions, comme les salaires perçus et préférés pour différentes professions, abordés dans les parties concernées de ce rapport.

### L'Eurobaromètre 471/2017

L'Eurobaromètre est une étude menée annuellement pour suivre l'opinion publique des pays membres et candidats de l'Union européenne. Il comporte une partie standard et un rapport spécial. Le rapport spécial de l'Eurobaromètre 471/2017 portait sur « L'équité, les inégalités et la mobilité intergénérationnelle ». L'enquête a été menée auprès de la population âgée de 15 ans et plus dans les 28 États membres, à partir d'un échantillon d'environ 1 000 personnes interrogées par pays.

### Des risques qui comptent

L'enquête de l'OCDE *Des risques qui comptent* (Risks that Matter - RtM) est une enquête internationale qui examine les perceptions des citoyens quant aux risques sociaux et économiques ainsi que leur opinion sur la manière dont l'État gère ces risques. La première enquête a été conduite en deux phases, au printemps et à l'automne 2018. La vague de 2020, menée en septembre-octobre 2020, s'appuie sur un échantillon représentatif de plus de 25 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans 25 pays de l'OCDE.

À l'instar d'autres enquêtes, RtM a été menée en ligne par Respondi Limited au moyen d'échantillons recrutés par internet et par téléphone. Une somme nominale est versée aux répondants (1 EUR ou 2 EUR par enquête). L'échantillonnage se fonde sur une méthode modifiée d'échantillonnage par quotas, les critères étant le sexe, le groupe d'âge, le niveau d'instruction et le statut professionnel (au dernier trimestre de 2019). Des pondérations sont utilisées pour corriger toute sous-représentation ou surreprésentation en fonction de ces cinq critères. L'échantillon cible et pondéré se compose de 1 000 répondants par pays.

### Comparez votre revenu

Comparez votre revenu (CYI, [www.compareyourincome.org](http://www.compareyourincome.org)) est un outil internet développé par l'OCDE pour permettre aux utilisateurs des pays membres de comparer leurs perceptions des inégalités de revenu avec les statistiques sur le sujet tirées de la *Base de données sur la distribution des revenus*. Pour commencer, les personnes interrogées doivent fournir quelques données socio-démographiques de base sur leur genre, leur pays de résidence, leur âge, la taille de leur foyer et le revenu net de leur foyer. On leur demande ensuite s'ils estiment que leur situation correspond à la distribution de revenu de leur pays

et de quel revenu minimum ils auraient besoin pour ne pas faire partie de la catégorie des « pauvres ». Une question consiste à savoir comment ils pensent que la population de leur pays est répartie, en termes de revenu, et comment ils aimeraient qu'elle le soit s'ils avaient le choix. En plus de ces questions, selon une approche modulaire, des modules courts et ponctuels portant sur des sujets spécifiques en lien avec les inégalités ont été ajoutés à l'enquête au fil des années.

Pour compenser le manque de représentativité des échantillons de CYI et obtenir des estimations plus précises, un système de pondération a été développé. Ceci permet d'équilibrer et compenser la surreprésentation et la sous-représentation de certains groupes de la population, au sein de l'échantillon et selon les pays (pour plus de détails, voir Balestra et Cohen (2021<sup>[41]</sup>)). Après nettoyage des données, seuls les échantillons des pays qui présentaient au moins 1 500 observations ont été retenus pour l'analyse.

**Tableau d'annexe 2.A.1. Nombre d'entretiens validés et de réponses non obtenues (pourcentage) à la question sur les préoccupations relatives aux disparités de revenu, par pays et par vague**

	1987		1992		1999		2009		2017	
AUS	1 663	5.7	2 203	5.4	1 672	3.6	1 525	5.5	1 317	6.1
AUT	953	2.2	1 027	2.8	1 016	3.0	1 019	3.6	1 200	1.1
BEL							1 115	3.2	1 001	0.4
CAN			1 002	2.4	974	2.8				
CHE	987	3.9					1 229	0.5	1 066	1.5
CHL					1 503	2.2	1 505	0.9		
CZE					1 834	0.7	1 205	0.5	1 405	0.5
DEU			3 391	4.6	1 432	3.6	1 395	2.5	1 701	1.9
DNK					1 823	2.8	1 518	3.6	1 079	4.4
ESP					1 211	1.2	1 215	1.6	1 733	4.0
EST							1 005	0.1	1 005	2.2
FIN							880	3.6	1 074	6.1
FRA					1 889	1.0	2 817	1.6	1 489	3.0
GBR	1 212	2.9	1 066	2.5	804	3.6	958	2.7	1 595	5.2
GRC									1 010	0.1
HUN	2 606	4.1	1 250	1.8	1 208	0.7	1 010	0.2	1 007	0.1
IRL									1 004	3.4
ISL							947	0.3	1 450	2.5
ISR					1 208	0.6	1 193	1.2	1 267	2.4
ITA	1 027	1.0	996	0.3			1 084	2.8	1 029	0.7
JPN					1 325	7.8	1 296	5.4	1 609	7.3
KOR							1 599	0.6		
LTU							1 023	2.2	1 052	0.3
LUX									504	4.2
LVA					1 100	0.7	1 069	0.7	1 000	1.1
MEX									1 002	1.8
NLD									1 040	1.1
NOR			1 538	1.7	1 268	1.4	1 246	4.5		
NZL			1 239	3.8	1 108	3.5	935	3.1	1 357	2.7
POL	3 937	52.8	1 636	5.9	1 135	6.3	1 263	0.9	997	1.1
PRT					1 144	1.0	1 000	0.5	1 089	0.2
SVK					1 082	0.6	1 159	0.5	1 404	0.1
SVN			1 049	1.7	1 006	1.8	1 065	1.3	1 047	1.8
SWE			749	3.1	1 150	1.6	1 137	2.7	1 125	3.5
TUR							1 569	2.8	1 521	0.4
USA	1 564	4.7	1 273	2.3	1 272	6.6	1 581	4.4	1 173	2.6

Source : Les cases en jaune concernent des données de l'Eurobaromètre ; en Pologne, en 1987, la moitié (50.1 %) de l'échantillon n'a pas été interrogée sur cette question.

Tableau d'annexe 2.A.2. Composition de l'échantillon principal du tableau 2.1

	Période examinée :					Total
	1987-88	1991-93	1998-2001	2008-11	2017-18	
AUS	0	0	1	1	1	3
AUT	0	0	0	1	1	2
BEL	0	0	0	1	1	2
CAN	0	1	1	0	0	2
CHE	0	0	0	1	1	2
CHL	0	0	1	1	0	2
CZE	0	0	1	1	1	3
DEU	0	1	1	1	1	4
DNK	0	0	1	1	1	3
ESP	0	0	0	1	1	2
EST	0	0	0	1	1	2
FIN	0	0	0	1	1	2
FRA	0	0	1	1	1	3
GBR	1	1	1	1	1	5
HUN	0	0	0	1	1	2
ISL	0	0	0	1	1	2
ISR	0	0	1	1	1	3
ITA	1	1	0	1	1	4
JPN	0	0	1	1	1	3
LTU	0	0	0	1	1	2
LVA	0	0	0	1	1	2
NOR	0	1	1	1	0	3
NZL	0	1	1	1	0	3
POL	0	0	0	1	1	2
PRT	0	0	0	1	1	2
SVK	0	0	0	1	1	2
SVN	0	0	0	1	1	2
SWE	0	1	1	1	1	4
USA	1	1	1	1	1	5
Total	3	8	14	28	25	78

## Notes

<sup>1</sup> Hormis lorsque cela est précisé, ce chapitre et le reste du rapport ne s'intéressent qu'au pourcentage de personnes interrogées qui se disent **tout à fait d'accord** avec l'affirmation suivante : « Les écarts de revenu en [pays] sont trop importants ». Il y a deux raisons à cela : (i) une grande majorité des personnes interrogées se disent d'accord avec l'affirmation ; (ii) la variation la plus importante observée au fil du temps concerne les personnes qui se disent tout à fait d'accord. Ciani et al. (2021<sup>[1]</sup>) propose une étude plus détaillée et une comparaison avec d'autres mesures.

<sup>2</sup> Il devrait être précisé que le questionnaire du PIES 2017 présente des différences importantes par rapport aux vagues de 1987, 1992, 1999 et 2009, puisqu'il porte essentiellement sur les inégalités sociales et ne relève pas toutes les variables utilisées ci-dessous pour étayer l'enquête et expliquer l'évolution des préoccupations. Le PIES de 2017 s'intéresse plus particulièrement aux réseaux sociaux. La question au sujet des disparités de revenu suit le modèle de celle du PIES de 1987, 1992, 1999 et 2009. Toutefois, en 1987, 1992, 1999 et 2009, les questions relatives aux disparités de revenu étaient posées après avoir demandé aux personnes interrogées d'estimer les revenus d'un large éventail de professions en précisant le niveau de rémunération qu'ils considéraient comme « juste ». Ceci a pu influencer les réponses données aux questions suivantes, plus générales, au sujet des disparités de revenu. La vague de 2019, en revanche, est parfaitement comparable aux vagues précédentes mais n'a été publiée que pour un petit nombre de pays et se poursuit encore dans d'autres. Toutefois, les comparaisons entre les données des diverses vagues d'enquête et celle de 2009, confirment une tendance légèrement à la baisse.

<sup>3</sup> Uniquement une part limitée de ces évolutions en matière de préoccupations au sujet des disparités s'explique par des changements de la structure socio-démographique (voir Ciani et al. (2021<sub>[11]</sub>)).

<sup>4</sup> Le Graphique 2.5 et le Tableau 2.1 n'utilisent que les données qui précèdent 2017 pour deux raisons : (i) certains pays du PIES 2019 ont été étudiés au cours d'une année pour laquelle aucun indicateur relatif aux inégalités n'est encore disponible ; (ii) cela permet de couvrir un plus grand nombre de pays au cours d'une seule vague plutôt que d'associer les données de plusieurs vagues d'enquête.

<sup>5</sup> Ces résultats sont constants quels que soient les tests de sensibilité effectués comme le retrait des variables indicatrices de temps, en tenant compte de l'année de l'enquête (plutôt que des variables de temps fictives), en utilisant un estimateur en différences premières, en n'utilisant que des séries réalisées à partir de l'ancienne définition du revenu de la *Base de données sur la distribution des revenus*, en excluant les données de l'Eurobaromètre (ou en intégrant une variable fictive pour les données en lien). En ajoutant les données de la Luxembourg Income Study (LIS), les estimations sont les mêmes pour les deux colonnes (3) et (4) mais les estimations de la colonne (4) deviennent non significatives ; ceci peut être à cause de l'erreur de mesure supplémentaire induite dans la LIS en raison de la fusion de différentes sources de données. Les résultats ne sont pas influencés par un seul pays. Voir Ciani et al. (2021<sub>[11]</sub>) pour les tableaux de résultats complets.

<sup>6</sup> Les inégalités de salaire et de revenu peuvent être très différentes pour plusieurs raisons. Par exemple, le revenu d'un ménage comprend également des revenus qui ne proviennent pas de l'emploi et le salaire ne porte que sur l'individu sans prendre en compte le ménage.

<sup>7</sup> Poser la question n'est pas la même chose qu'observer comment les préoccupations des individus relatives aux inégalités de revenu ont évolué au fil du temps. En effet, les tendances des préoccupations au sujet des disparités (Graphique 2.2) affichent en réalité une *baisse* des préoccupations au cours de la dernière décennie.

<sup>8</sup> Osberg et Smeeding (2006<sub>[49]</sub>) montrent également que, d'après les indicateurs du PIES, les États-Unis ne sont pas un cas à part dans la mobilité intergénérationnelle perçue. Toutefois, Alesina, Stantcheva et Teso (2018<sub>[30]</sub>) suggèrent que les habitants des États-Unis surestiment la probabilité que les enfants de familles pauvres puissent remonter dans l'échelle sociale. Les publications ne sont pas unanimes à ce sujet (McCall et al., 2017<sub>[5]</sub> ; Cheng et Wen, 2019<sub>[56]</sub>).

<sup>9</sup> L'association dans le PIES est moins forte que dans l'enquête *Des risques qui comptent*. Ceci s'explique notamment parce que le PIES mesure les perceptions en matière de disparités de salaires et de persistance intergénérationnelle par rapport à la richesse et l'instruction, associant donc des dimensions

différentes. Contrairement au PIES, dans *Des risques qui comptent* ces deux mesures se réfèrent à la distribution des revenus.

<sup>10</sup> Alors que pour la perception des inégalités des résultats il est possible de comparer des perceptions et des estimations qui font globalement référence à des aspects similaires (la part du revenu des plus aisés ou les disparités de salaire, par exemple), ce n'est pas aussi simple pour la persistance intergénérationnelle. Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, l'indice construit à partir du PIES est qualitatif et mesure deux dimensions, l'une (persistance intergénérationnelle du patrimoine) n'étant pas mesurée par des statistiques internationales. Ensuite, bien qu'il soit intéressant de mesurer la persistance intergénérationnelle du revenu, les estimations ne sont disponibles que pour peu de pays parce que la plupart des estimations traditionnelles s'appuient sur les salaires et l'instruction.

<sup>11</sup> Être confronté à des problèmes de santé ou des difficultés d'ordre économique comprend les problèmes de santé physique ou psychologique liés à la pandémie, les perturbations professionnelles que cela a entraîné pendant la pandémie ou les difficultés à joindre les deux bouts pendant la crise sanitaire.

<sup>12</sup> Les résultats de Comparez votre revenu concernant la perception relative à la part du revenu des 10 % les plus riches peuvent être différents de ceux de l'enquête *Des risques qui comptent* pour plusieurs raisons, notamment compte tenu de la période d'observation (de mai 2015 à mai 2020 pour l'outil en ligne, et de septembre à octobre 2020 pour l'enquête) et de la méthodologie (enquête après consentement des utilisateurs en ligne de l'outil numérique, enquête en ligne à partir d'un panel pour *Des risques qui comptent*). Toutefois, pour les 20 pays inclus dans les deux outils, en moyenne, les perceptions relatives à la part du revenu des 10 % les plus riches sont relativement identiques. La corrélation est de 0.75 et la différence est en moyenne de 2.9 points de pourcentage seulement. Les résultats des 27 pays de l'OCDE analysés par Balestra et Cohen (2021<sup>[41]</sup>) confirment également que les perceptions relatives à la part des 10 % les plus riches sont en corrélation avec les valeurs de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (IDD)* (dont la moyenne a été calculée pour les années disponibles à compter de 2015). La corrélation est de 0.5 et la droite de régression a une pente de 0.7, statistiquement significative au seuil de 1 %.

<sup>13</sup> Par exemple, Roth et Wohlfart (2018<sup>[35]</sup>) montrent que les individus qui ont grandi pendant des périodes de grandes inégalités de revenu tolèrent plus facilement les niveaux actuels, même lorsque leurs perceptions de ces inégalités correspondent à la réalité.

<sup>14</sup> C'est l'effet d'ancrage étudié par Pedersen et Mutz (2018<sup>[50]</sup>).

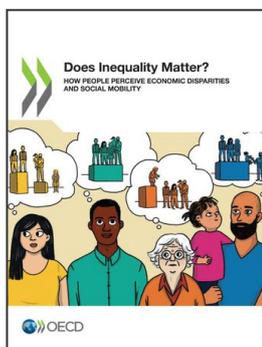
<sup>15</sup> La seule autre expérience disponible a été menée par Campos-Vazquez et al. (2020<sup>[57]</sup>), et elle ne confirme pas les données de Trump pour le Mexique. En fait, les auteurs constatent que le fait de fournir aux répondants des informations sur l'ampleur réelle des inégalités de revenu ou de la mobilité intergénérationnelle n'a pas d'effet sur leurs niveaux de préférence en matière d'inégalité et de mobilité intergénérationnelle.

<sup>16</sup> La principale limite de cet exercice est que les différentes variables utilisées dans les décompositions sont des mesures imparfaites des concepts sous-jacents (par exemple, le ratio perçu entre les salaires les plus élevés et les plus bas porte sur les salaires et non les revenus). Il permet toutefois de comprendre l'importance et le sens des différentes contributions.

<sup>17</sup> La hausse de l'importance du rôle joué par les perceptions et les préférences en matière de disparités est mise en évidence par les régressions selon les effets fixes par pays (Tableau 2.3, colonnes 4 à 6) qui analysent l'évolution au fil du temps des différentes dimensions. Ces régressions par effets fixes reposent toutefois sur un petit nombre de pays (21) observés au moins deux fois pour toutes les variables

pertinentes (et permettent d'inclure uniquement l'importance d'avoir des parents aisés, parce que l'importance d'avoir des parents instruits et le fait de travailler dur ne sont pas observés dans une des vagues intermédiaires). Il est donc nécessaire d'aborder ces résultats avec prudence.





Extrait de :

## Does Inequality Matter?

How People Perceive Economic Disparities and Social Mobility

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/3023ed40-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Comment les gens perçoivent-ils les inégalités économiques ? », dans *Does Inequality Matter? : How People Perceive Economic Disparities and Social Mobility*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/6b4735b3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.